



L'Association pour l'investissement responsable

RAPPORT DE TENDANCES DE L'IR CANADIEN 2022

Rapport de synthèse | Novembre 2022

PARTENAIRES DU RAPPORT



TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	03
Avant-propos de la chef de la direction de l'AIR	05
Sommaire	06
À propos de ce rapport	07
À propos du sondage	07
À propos de l'Association pour l'investissement responsable (AIR)	08
Contexte : Plus d'urgence et plus de scepticisme que jamais auparavant	09
Caractéristiques du marché de l'IR canadien	12
Actifs sous gestion issus de l'IR et part du marché : un plancher fiable	12
Allocation d'actifs par stratégie d'IR	13
Les politiques d'IR : une norme établie	17
Pourquoi les investisseurs tiennent-ils compte des facteurs ESG? Cela se résume au risque	19
Pratiques d'IR : Quels facteurs/filtres ESG sont pris en compte?	21
Principales considérations ESG	21
Facteurs environnementaux les plus couramment utilisés	22
Facteurs sociaux les plus couramment utilisés	22
Facteurs de gouvernance les plus couramment utilisés	23
Pratiques d'IR : Quels sont les cadres, informations et normes ESG utilisés?	25
Sources d'information ESG	25
Cadres ESG	26
Normes (conventions et traités internationaux)	28
Suivi et objectifs en matière de net zéro et d'émissions de GES	30
Des engagements nets zéro formels à un stade précoce	30
La majorité mesure l'intensité de carbone du portefeuille	32
Adoption limitée des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)	33
L'avenir de l'IR : Perspectives de l'industrie	34
Les attentes en matière de croissance de l'IR se modèrent	34
L'écoblanchiment et le manque de normalisation figurent en tête de liste des préoccupations	35
Le changement climatique apparaît comme un moteur clé de la croissance de l'IR	37
Annexe	38

REMERCIEMENTS

Partenaires du rapport

L'AIR remercie les membres suivants, qui ont apporté leur soutien financier à l'édition 2022 du Rapport de tendances de l'IR canadien.



Avec plus de 33 milliards de dollars d'actifs sous gestion, Addenda Capital est reconnu comme un leader de l'investissement durable. De la transition climatique à l'investissement d'impact en passant par les stratégies traditionnelles, nos solutions multiactifs visent à fournir des rendements accrus à une clientèle à la fois institutionnelle et privée. À un moment donné, nous avons considérablement enrichi notre processus d'investissement en intégrant l'analyse des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Aujourd'hui, nous jouons un rôle actif dans le passage à une économie nette zéro tout en restant fidèles à notre engagement : servir nos clients et générer un patrimoine durable pour un avenir meilleur.



AGF apporte de la discipline selon une approche visant à procurer une expérience exceptionnelle à la clientèle et à incorporer des pratiques saines, responsables et durables. Les solutions d'investissement de la Société, qui reposent sur les compétences d'AGF axées sur des activités fondamentales et quantitatives de même que sur l'investissement privé, s'étendent à l'échelle mondiale à une vaste clientèle, depuis les conseillers financiers et leurs clients, jusqu'aux particuliers bien nantis et aux investisseurs institutionnels comprenant des caisses de retraite, des programmes d'entreprise, des fonds souverains, des fonds de dotation et des fondations.



Placements Mackenzie (« Mackenzie ») est une société de gestion de placements de premier plan dont l'actif sous gestion s'élevait à 185 milliards de dollars au 31 octobre 2022. Mackenzie fournit des solutions de placement et des services connexes à plus d'un million de clients particuliers et institutionnels par le biais de multiples canaux de distribution. Fondé en 1967, Mackenzie est un gestionnaire d'actifs mondial possédant des bureaux dans tout le Canada ainsi qu'à Boston, Dublin, Londres, Hong Kong et Beijing. Nos 17 équipes d'investissement distinctes offrent une expertise dans les classes d'actifs traditionnelles et non traditionnelles et couvrent le spectre des approches d'investissement durable. Nous nous engageons à fournir une performance compétitive à long terme, ajustée au risque, et nous nous engageons à respecter les Principes pour l'investissement responsable (PRI) soutenus par les Nations Unies.

REMERCIEMENTS



Placements NEI est un gestionnaire d'actifs canadien spécialisé dans l'investissement responsable avec plus de 10 milliards de dollars canadiens sous gestion. Fort de plus de 35 ans d'expérience, NEI s'engage à fournir aux investisseurs canadiens une large gamme de solutions d'investissement responsable. La société propose une gestion active et disciplinée des actifs en mettant l'accent sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Placements NEI gère et exploite également un programme propriétaire d'actionnariat actif et est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies depuis plus de 15 ans. Placements NEI est une filiale à part entière d'Aviso Wealth.



Gestion mondiale d'actifs

RBC Gestion mondiale d'actifs (RBC GMA), division de gestion d'actifs de Banque Royale du Canada (RBC), regroupe les gestionnaires de fonds BlueBay Asset Management et Phillips, Hager & North gestion de placements. RBC GMA est un fournisseur mondial de services et de solutions de gestion de placements pour les investisseurs institutionnels, la clientèle fortunée et les particuliers. La société offre des comptes distincts, des fonds en gestion commune, des fonds communs de placement, des fonds de couverture, des fonds négociés en bourse et des stratégies de placement spécialisées. Le groupe de sociétés de RBC GMA gère un actif d'environ 540 milliards de dollars et compte quelque 1 500 employés au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

ENVIRONICS
RESEARCH

Partenaire de recherche

Cette étude a été réalisée par Environics Research pour le compte de l'Association pour l'investissement responsable (AIR).

CANADIAN
Institutional Investment
NETWORK

Contributeur aux données

Nous aimerions remercier le Canadian Institutional Investment Network (CIIN) qui nous a fourni des données essentielles sur l'industrie canadienne de l'investissement.

argyle◆

Collaborateur du rapport

Merci à Argyle, qui a fourni de l'aide pour les communications et la rédaction.

AVANT-PROPOS DE LA CHEF DE LA DIRECTION DE L'AIR

J'ai le plaisir de vous présenter l'édition 2022 du Rapport de tendances de l'IR canadien, produit par l'Association pour l'investissement responsable. Ce rapport marque mon premier du genre en tant que chef de la direction de l'AIR, ce qui a rendu ce projet particulièrement instructif et gratifiant. Il marque également un changement remarquable dans la dynamique du secteur, que nous qualifions du passage de l'élan à la maturité.

Le rapport de cette année établit une nouvelle base de référence pour notre évaluation des actifs sous gestion (AUM) et de la part du marché de l'IR au Canada. L'AIR a confié la réalisation du sondage de cette année à Environics Research, une importante société canadienne d'études de marché ayant une grande expérience dans ce domaine. Grâce à ce changement d'approche, les résultats du rapport incarnent les meilleures pratiques du secteur en matière de conception du sondage, de collecte de données, d'analyse et de réflexion. Grâce à cette expertise externe venue renforcer nos ressources internes, nous avons également pu élargir le questionnaire et l'univers de recherche de cette année.

Nous reconnaissons également que le dynamisme du secteur de l'IR au cours des deux dernières années nécessite de prendre plus fréquemment le pouls de l'industrie. La capacité supplémentaire générée par notre collaboration avec Environics permettra désormais à l'AIR de produire le Rapport de tendances de l'IR annuellement au lieu de tous les deux ans. Ce rapport est la recherche menée par l'AIR la plus sollicitée, et nous sommes impatients de fournir des résultats et des informations actualisés chaque année. Voici quelques-unes des observations clés de ce rapport :

- Les actifs sous gestion issus de l'IR déclarés sont restés stables à 3 billions de dollars. Nous considérons les actifs sous gestion déclarés cette année comme une base de référence fiable.
- Les investisseurs responsables utilisent plus de stratégies que jamais, la gestion des risques étant leur principale motivation.
- Le changement climatique est une préoccupation majeure pour les investisseurs responsables, qui estiment également qu'il s'agit du principal moteur de croissance pour les deux prochaines années.
- Les répondants au sondage considèrent que le principal frein à la croissance de l'IR est la méfiance ou les inquiétudes liées à l'écoblanchiment.

Ce rapport a été rendu possible grâce au généreux soutien de nos commanditaires : Addenda Capital, Placements AGF Inc., Placements Mackenzie, Placements NEI et RBC Gestion mondiale d'actifs. Je leur suis immensément reconnaissante de leur engagement envers l'AIR, notre mission et cette recherche importante.

L'édition 2022 du Rapport de tendances de l'IR canadien fournit au secteur de l'IR canadien un nouveau portrait fiable dans une période très dynamique. Je crois sincèrement que nous sommes à un point d'inflexion où la croissance future de l'industrie sera caractérisée par une transparence, une normalisation et une intégrité accrues. Je vous invite à réfléchir à ces travaux et à me faire part de vos réflexions. L'AIR se réjouit de continuer à s'engager auprès des investisseurs, des décideurs, des régulateurs et des autres parties prenantes du secteur tout en poursuivant sa mission de faire progresser l'IR au Canada.

Cordialement,



Patricia Fletcher, ICD.D
Chef de la direction
Association pour l'investissement responsable



SOMMAIRE

Le Rapport de tendances de l'investissement responsable de 2022 rend compte d'un secteur en pleine évolution. L'élan a fait place à la sophistication, et les rapports sont de plus en plus réfléchis et conservateurs. Il s'agit à la fois d'une étape critique dans la maturation de l'investissement responsable au Canada et d'un moment charnière et déterminant pour son avenir.

Au cours des deux dernières années, nous avons observé que la ruée vers les déclarations d'investissement responsable a été tempérée par des forces tant externes qu'internes au secteur financier. Alors que des enquêtes très médiatisées sur des déclarations ESG trompeuses faisaient la une des journaux, les risques juridiques et d'atteinte à la réputation liés à l'écoblanchiment ont envoyé un signal fort au marché. En effet, les participants à l'étude de cette année ont cité la méfiance ou les préoccupations liées à l'écoblanchiment comme le principal facteur de dissuasion de la croissance de l'investissement responsable. Dans le même temps, la récente demande du secteur pour des talents qualifiés en matière d'ESG suggère que les organisations renforcent l'étendue et la profondeur de leurs équipes d'investissement responsable, apportant ainsi une maturité accrue et un regard critique sur leurs rapports d'investissement.

Grâce à sa méthodologie actualisée, le rapport confirme que les investissements responsables sous gestion, de l'ordre de 3 billions de dollars, sont restés stables, tandis que la proportion de répondants qui utilisent l'intégration ESG comme stratégie d'IR a augmenté à 94 %. Nous en tirons deux conclusions : (1) les actifs sous gestion issus de l'investissement responsable de cette année représentent un plancher fiable, et non un plafond et (2) l'investissement responsable, sous ses nombreuses formes, est fermement ancré.

Non seulement l'intégration des critères ESG a atteint un nouveau sommet, mais les investisseurs responsables utilisent plus de stratégies que jamais, de l'engagement des entreprises au filtrage positif et négatif, en passant par l'investissement thématique et d'impact. Le problème est que la plupart des gens ne comprennent pas la différence entre ces stratégies, et encore moins les intentions qui les animent et les résultats escomptés. Obtenir la confiance, le soutien et la demande du public pour des approches d'investissement responsable nécessite une conversation publique beaucoup plus informée.

Il n'y a jamais eu de moment plus important pour créer cette clarté. Si les investisseurs sont moins optimistes quant à la croissance rapide de l'investissement responsable qu'ils ne l'étaient en 2020, ils sont également plus conscients de l'urgence qui s'y cache. Le changement climatique a fortement augmenté pour devenir le premier moteur de la croissance de l'investissement responsable, tandis que la réduction des risques reste la principale motivation pour prendre en compte les facteurs ESG dans les investissements.

Alors que le monde est confronté à l'écart grandissant entre les investissements nécessaires pour éviter un changement climatique cataclysmique et les flux de capitaux actuels, les investisseurs sont de plus en plus conscients des risques de l'inaction et de la nécessité de trouver des solutions.

Toutefois, s'il y a une leçon à tirer de l'étude de cette année, c'est que le secteur ne peut à lui seul faire progresser l'investissement responsable. Alors qu'une vigilance accrue définit le plancher de l'investissement responsable, une clarté et une certitude accrues sont nécessaires pour façonner la pente et relever le plafond. Cela dépendra en grande partie des décisions prises par les gouvernements, les régulateurs et les organismes de normalisation. Qu'il s'agisse de l'évolution de nouvelles normes telles que celles de l'International Sustainability Standards Board (ISSB), de la clarté des définitions créées par les nouvelles taxonomies ou des mouvements vers des divulgations obligatoires – l'avenir de l'investissement responsable s'écrit en ce moment même.

C'est le moment de bien faire les choses.

À PROPOS DE CE RAPPORT

À propos du sondage

Le Sondage sur les tendances de l'IR au Canada est mené tous les deux ans par l'Association pour l'investissement responsable afin de suivre l'évolution des pratiques d'investissement responsable au Canada au fil du temps. Le dernier sondage a été mené en 2020.

L'IR fait généralement référence à l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (ESG) dans la sélection et la gestion des investissements. Aux fins du présent rapport, l'investissement responsable est un terme générique qui englobe diverses stratégies ou approches. Nous continuons à utiliser la terminologie et les définitions des sept stratégies d'IR basées sur celles utilisées par la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA). Cela permet de comparer le marché canadien de l'IR avec d'autres régions et au fil du temps.

Les sept stratégies d'IR abordées dans ce rapport sont : l'intégration des facteurs ESG, l'engagement actionnarial, le filtrage négatif, le filtrage basé sur les normes, l'investissement ESG thématique, le filtrage positif et l'investissement d'impact. (Les définitions sont fournies dans l'encadré de la page 11 de ce rapport.) Tous les actifs couverts par ce rapport sont alignés sur une ou plusieurs de ces sept stratégies d'IR, comme l'ont indiqué les répondants à l'enquête. Notez que les investisseurs responsables appliquent souvent plus d'une stratégie d'IR dans leurs processus d'investissement.

L'AIR a chargé Environics Research d'entreprendre la collecte et l'analyse des données pour ce rapport. Les répondants ont été invités à partir d'une base de données de 390 organisations, dont des gestionnaires d'investissement, des propriétaires d'actifs canadiens, y compris des fonds de pension et des fondations, et d'autres investisseurs institutionnels. Il y a eu 90 répondants au sondage, dont 77 gestionnaires d'actifs et 13 propriétaires d'actifs. L'AIR a effectué des recherches documentaires pour 26 autres entités qui n'ont pas répondu au sondage, en utilisant les informations disponibles publiquement.

Le sondage 2022 comprenait 37 questions. L'AIR a demandé la contribution de plusieurs parties prenantes du secteur sur les questions du sondage de cette année afin de s'assurer que nous obtiendrons des données pertinentes sur les pratiques actuelles. Nous tenons tout particulièrement à remercier l'Institute for Sustainable Finance (ISF) pour sa précieuse contribution à l'élaboration de nouvelles questions relatives aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'intensité carbone des portefeuilles et aux objectifs nets zéro.

Les données du sondage sont autodéclarées et non vérifiées, bien que des contrôles de vraisemblance aient été effectués, ce qui a entraîné des ajustements minimes des données collectées. Il est important de noter que le sondage sur les tendances de l'IR canadien ne représente pas un recensement, puisqu'il est basé sur les résultats d'un sondage effectué auprès d'un sous-ensemble de l'univers de recherche. Cependant, nous sommes convaincus que cet échantillon est suffisamment représentatif de l'industrie de l'investissement responsable canadien au sens large.

En raison des arrondis, le total des chiffres peut ne pas être égal à 100 et les sommes des éléments individuels peuvent ne pas correspondre aux totaux.

À propos de l'Association pour l'investissement responsable (AIR)

L'AIR est l'association industrielle canadienne pour l'investissement responsable. L'AIR vise à stimuler la croissance et le développement de l'IR au Canada et a pour vision d'aligner le capital sur le développement durable et inclusif tel que codifié dans l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Les membres de l'AIR comprennent des gestionnaires d'actifs, des propriétaires d'actifs, des conseillers et des fournisseurs de services. Nos membres institutionnels gèrent collectivement plus de 42 billions de dollars d'actifs. Pour en savoir plus, rendez-vous sur la page <https://www.riacanada.ca/fr/>.

CONTEXTE : PLUS D'URGENCE ET PLUS DE SCEPTICISME QUE JAMAIS AUPARAVANT

Depuis que nous avons publié notre rapport 2020, le paysage environnemental, social, géopolitique et économique mondial a été volatile.

La pandémie de COVID-19 s'est poursuivie, faisant plus de 6,6 millions de morts dans le monde au moment de la rédaction du présent rapport. Le port obligatoire du masque et le confinement ont contribué aux frictions sociales et aux divergences politiques.

Sur le plan géopolitique, la guerre illégale menée en Ukraine par la Russie a mis en évidence non seulement la perte de vies humaines et la prise de territoires d'une nation souveraine, mais aussi de réelles préoccupations en matière de sécurité énergétique et alimentaire.

Dans l'ensemble, ces événements ont eu des répercussions économiques importantes : inflation mondiale, hausse des taux d'intérêt, risque accru de récession, chute des marchés et baisse du rendement des investissements.

Entre-temps, le changement climatique continue de représenter une menace importante pour le monde. Les inondations, les sécheresses, les feux de forêt et les tempêtes augmentent en fréquence et en intensité, en plus de causer des pertes financières de plusieurs milliards de dollars. Pour éviter les pires effets du changement climatique, le monde doit de toute urgence réduire ses émissions de GES de 45 % d'ici à 2030 afin de parvenir à une réduction nette de ces émissions d'ici à 2050. En outre, on estime que plus de 300 milliards de dollars par an seront nécessaires d'ici à 2030 pour s'adapter à la crise climatique, la majeure partie de cet investissement étant destinée aux pays en développement.¹

Parallèlement, les possibilités d'investissement en vue de la transition vers une économie à faible émission de carbone ont augmenté en termes de portée et d'échelle. Nous avons atteint un point où les coûts de production de l'énergie évoluent positivement en faveur des énergies renouvelables par rapport aux combustibles fossiles.² Au milieu de cette transformation énergétique, nous devons assurer une « transition juste » pour les individus et les communautés qui pourraient être affectés négativement par les changements massifs dans l'industrie.

EN UN COUP D'ŒIL

- La volatilité mondiale a remodelé le paysage au cours des deux dernières années, augmentant la nécessité de l'investissement responsable
- En même temps, l'examen et la critique de l'ESG – justifiés ou non – encouragent la maturation du secteur

1 [«Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions» UNEP, 27 octobre 2022.](#) Consulté le 10 novembre 2022.

2 [Baker, David R. «Renewable Power Costs Rise, Just Not as Much as Fossil Fuels.» BNN Bloomberg.](#) Consulté le 10 novembre 2022.

Ces enjeux ont des implications directes pour les investisseurs responsables; ils se manifestent comme des questions ESG pour les émetteurs que les investisseurs responsables évaluent et prennent en compte dans leurs décisions d'investissement et de gestion.

Dans le même temps, cette période a été marquée par un examen approfondi des pratiques ESG et de leur impact réel sur les défis touchant l'environnement et la société. Alors que la Securities and Exchange Commission des États-Unis et l'autorité de réglementation financière du Royaume-Uni ont pris des mesures énergiques contre les déclarations ESG trompeuses, les dénonciations liées à l'écoblanchiment ont fait la une des médias. Une forme encore plus extrême de critique est apparue : l'intégration des facteurs ESG a été qualifiée de « farfelue », d'« imposture » et d'« escroquerie » par des politiciens et des experts de droite, faisant de l'investissement responsable un sujet ouvertement politisé et polarisé.

Les critiques de l'ESG, qu'elles soient justifiées ou non, sont sous-tendues et exacerbées par une véritable confusion du marché sur ce que constitue et ne constitue pas l'IR. Le grand public ne sait pas vraiment qu'il existe différentes stratégies d'IR et comprend encore moins comment celles-ci se distinguent.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater que la préoccupation liée à l'écoblanchiment est l'élément dissuasif le plus fréquemment mentionné pour la croissance de l'IR dans le sondage de cette année. Les répondants signalent clairement leur inquiétude quant au potentiel de risques juridiques et d'atteinte à la réputation liés à la surestimation des demandes d'IR. Les allégations ou les apparences d'écoblanchiment menacent de saper les progrès considérables réalisés par les investisseurs responsables pour faire progresser l'IR dans leurs organisations et dans l'ensemble du secteur de l'investissement.

C'est en grande partie en réponse à ces préoccupations que l'industrie voit aujourd'hui se multiplier les initiatives de politique réglementaire ayant des implications pour les investisseurs responsables, y compris les efforts pour définir la terminologie, établir des taxonomies et améliorer les divulgations au Canada, dans d'autres pays ou régions, et à l'échelle mondiale. Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) ont identifié 225 instruments de politique nouveaux ou révisés en 2021, soit plus du double du chiffre enregistré au cours des années précédentes.³ Entre-temps, le secteur de l'IR reste en pleine évolution, avec de nouvelles réglementations, normes, orientations et mesures de surveillance à l'horizon.

Ce rapport donne un aperçu des pratiques les plus couramment utilisées par les investisseurs responsables au Canada. Il documente un secteur en pleine évolution, passant du dynamisme à la sophistication, de la croissance rapide à la normalisation. Il s'agit à la fois d'une étape critique dans la maturation de l'investissement responsable au Canada et d'un moment charnière, déterminant pour son avenir.

³ « Policy » PRI. Consulté le 10 novembre 2022.

Les définitions suivantes des stratégies d'IR ont été fournies dans le questionnaire de sondage et sont conformes à la terminologie et aux définitions utilisées par la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA).

DÉFINITION

Filtrage négatif/d'exclusion

Exclusion de certains secteurs, entreprises, pays ou pratiques d'un portefeuille, généralement en fonction de critères éthiques ou fondés sur des valeurs. Par exemple, en excluant les catégories de produits (par exemple, le tabac, les armes), les pratiques de l'entreprise (par exemple, les tests sur les animaux, la corruption) ou les controverses.

Filtrage positif

Inclusion de certains secteurs, entreprises ou pratiques dans un portefeuille en fonction de critères ESG spécifiques. Par exemple, en incluant les entreprises dont les performances ESG sont positives par rapport à leurs pairs de l'industrie (également appelées «best-in-class screening»).

Filtrage basé sur les normes

L'exclusion d'investissements qui ne respectent pas les normes minimales en matière de pratiques commerciales ou de pratiques de l'émetteur fondées sur les normes et conventions internationales telles que celles publiées par l'ONU, l'OIT et l'OCDE.

Investissement ESG thématique

Investissements dans des thèmes spécifiques à l'ESG tels que les femmes dans le leadership, les technologies propres, les énergies alternatives, la cybersécurité, etc.

Engagement auprès des entreprises et activisme des actionnaires

L'utilisation du pouvoir des actionnaires pour influencer le comportement de l'entreprise, y compris par l'engagement direct auprès de l'entreprise (c'est-à-dire la communication avec la haute direction ou les conseils d'administration des entreprises), le dépôt ou le dépôt conjoint de propositions d'actionnaires et le vote par procuration qui est guidé par des directives ESG complètes.

Intégration des facteurs ESG

Intégrer explicitement et systématiquement les facteurs ESG dans l'analyse financière traditionnelle. Avec l'intégration des facteurs ESG, le gestionnaire de portefeuille combine les données ESG avec les paramètres financiers traditionnels lors de l'évaluation de la valeur d'une entreprise.

Investissement d'impact

Selon le réseau Global Impact Investment Network (GIIN), l'investissement d'impact se définit comme des investissements réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable ainsi qu'un rendement financier. Ils peuvent être réalisés dans toutes les classes d'actifs et cibler une gamme de rendements inférieurs au taux du marché, en fonction des objectifs stratégiques de l'investisseur.

CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ DE L'IR CANADIEN

Actifs sous gestion issus de l'IR et part du marché : un plancher fiable

L'AUM déclaré de l'IR canadien était de 3 billions de dollars au 31 décembre 2021, un montant similaire aux 3,2 billions de dollars déclarés en 2019.⁴ Dans les sondages précédents, nous avons constaté une forte tendance à la hausse des actifs sous gestion de l'IR, les résultats du sondage de cette année sont donc remarquables et méritent d'être étudiés.

Pour 2022, nous avons demandé à Environics de réaliser cette étude au nom de l'AIR. En raison du changement d'approche et de méthodologie, la taille et la composition de l'échantillon du

sondage de 2022 sont différentes de celles de celui de 2020, ce qui peut expliquer une partie de la variation des actifs sous gestion déclarés (41 % des répondants de 2022 ont également répondu au sondage de 2020, 36 % des répondants étaient nouveaux en 2022 et 22 % des réponses ont été fournies par le biais d'une recherche documentaire).

En examinant les données fournies par les personnes qui ont répondu, nous avons remarqué que plusieurs d'entre elles, dont les grands gestionnaires d'actifs, ont changé la façon dont elles déclaraient leurs actifs sous gestion de l'IR en 2022 par rapport à 2020, déclarant des actifs sous gestion issus de l'IR moins élevés dans l'ensemble.

Nous pensons qu'il peut y avoir un certain nombre de raisons plausibles (autres que des erreurs) pour ces changements, qui vont toutes dans le sens de déclarations plus réfléchies et plus sophistiquées.

Tout d'abord, bien que les définitions des différentes stratégies d'IR aient été incluses dans les questions du sondage, certaines organisations peuvent classer leurs actifs d'IR différemment et pourraient avoir utilisé leurs propres définitions internes dans leur réponse. Deuxièmement, nous avons remarqué que certains gestionnaires d'actifs ont déclaré l'AUM pour leurs stratégies « spécifiques à l'IR » et ont exclu la majorité de leurs actifs qui sont gérés dans le cadre de stratégies d'intégration ESG. Cela peut indiquer qu'ils ne

EN UN COUP D'ŒIL

- Une nouvelle méthodologie et des rapports plus soignés confirment que les actifs sous gestion issus de l'IR rapportés sont d'environ 3 billions de dollars
- Les circonstances de l'industrie et les données justificatives suggèrent que ce chiffre est un plancher et non un plafond, en raison de rapports plus sophistiqués et plus prudents

⁴ « Rapport de tendances de l'IR canadien 2020 ». Association pour l'investissement responsable. Consulté le 10 novembre 2022. Toutes les comparaisons ultérieures avec le rapport/sondage 2020 font référence à ce rapport. Les rapports de l'AIR précédents peuvent être consultés en ligne à l'adresse [ici](#).

considèrent plus l'intégration ESG comme une stratégie d'IR à part entière, car l'intégration ESG est devenue une habitude ou une pratique standard (en particulier parmi les signataires des PRI). Enfin, nous envisageons également la possibilité que certains gestionnaires aient été délibérément conservateurs dans la déclaration de leurs actifs d'IR sous gestion, faisant preuve de prudence face à la surveillance accrue.

Les actifs sous gestion issus de l'IR déclarés suggèrent que l'IR comprend maintenant 47 % des actifs gérés professionnellement au Canada. Ce que nous observons, c'est l'émergence d'une plus grande réflexion et d'une plus grande prudence autour des rapports, définissant un « plancher » plus fiable pour la part de marché de l'IR.

Il existe de nombreuses initiatives mondiales, en cours ou émergentes, liées aux divulgations des facteurs ESG et à l'IR. En Europe, le [règlement sur la divulgation en matière de finance durable](#) (Sustainable Finance Disclosure Regulation, ou SFDR) définit des exigences obligatoires en matière de divulgation ESG pour les gestionnaires d'actifs, tandis qu'au Canada, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont publié des [directives](#) sur les pratiques de divulgation des fonds d'investissement en ce qui concerne les considérations ESG. En 2021, le CFA Institute a publié ses normes mondiales de divulgation ESG pour les produits d'investissement ([CFA Institute Global ESG Disclosure Standards for Investment Products](#)). Puis, en 2022, c'est au tour de la Securities and Exchange Commission (SEC), qui a publié une [proposition de règlement](#) pour améliorer les divulgations des pratiques d'investissement ESG. Toutes ces initiatives visent à améliorer les informations communiquées aux investisseurs, à accroître la transparence des pratiques liées à l'ESG et à réduire l'éco-blanchiment. Les définitions mondiales étant actuellement en pleine évolution, il n'est pas surprenant que les répondants au sondage de cette année aient fait preuve d'une plus grande prudence dans leurs rapports sur les actifs sous gestion issus de l'IR.

Allocation d'actifs par stratégie d'IR

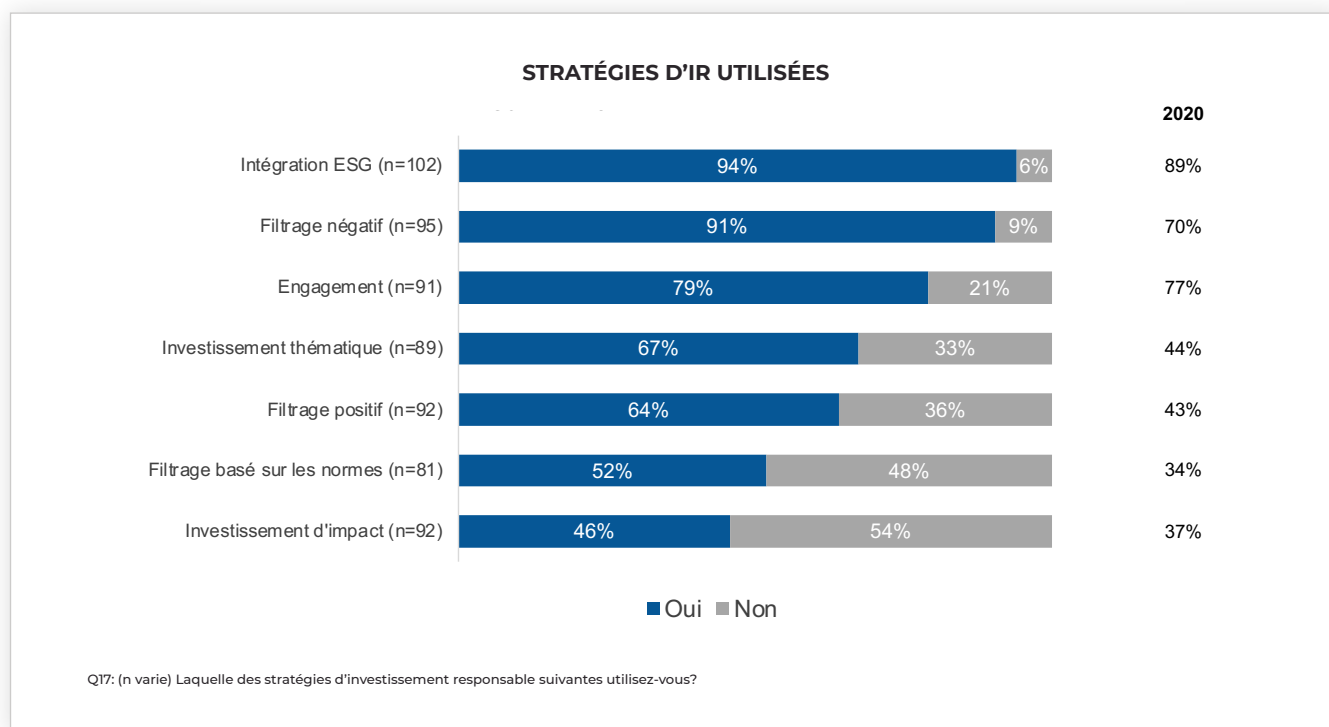
L'illustration 1 montre la prévalence des sept stratégies d'IR signalées par les répondants au sondage en 2022.

Les résultats du sondage ont également montré que les organisations ont tendance à utiliser plus d'une stratégie d'IR dans leurs actifs sous gestion, et en fait, intègrent un plus grand nombre de stratégies d'IR dans l'ensemble par rapport aux sondages précédents.

EN UN COUP D'ŒIL

- L'intégration ESG a atteint un nouveau sommet
- Le filtrage des combustibles fossiles est de plus en plus répandu
- Le risque de changement climatique motive l'engagement des entreprises
- Les investisseurs utilisent un éventail de stratégies d'IR plus diversifié que jamais

ILLUSTRATION •1



L'intégration ESG

L'intégration des facteurs ESG continue d'être l'approche d'investissement responsable la plus répandue au Canada et représente la plus grande proportion des actifs sous gestion de l'IR. En 2022, 94 % des répondants au sondage ont déclaré utiliser l'intégration ESG, une augmentation par rapport à 89 % des répondants en 2020. En moyenne, les répondants qui utilisent l'intégration ESG le font sur 94 % de leurs actifs sous gestion issus de l'IR. Presque tous les répondants qui utilisent l'intégration ESG le font en combinaison avec au moins une des six autres stratégies d'IR.

Filtrage négatif

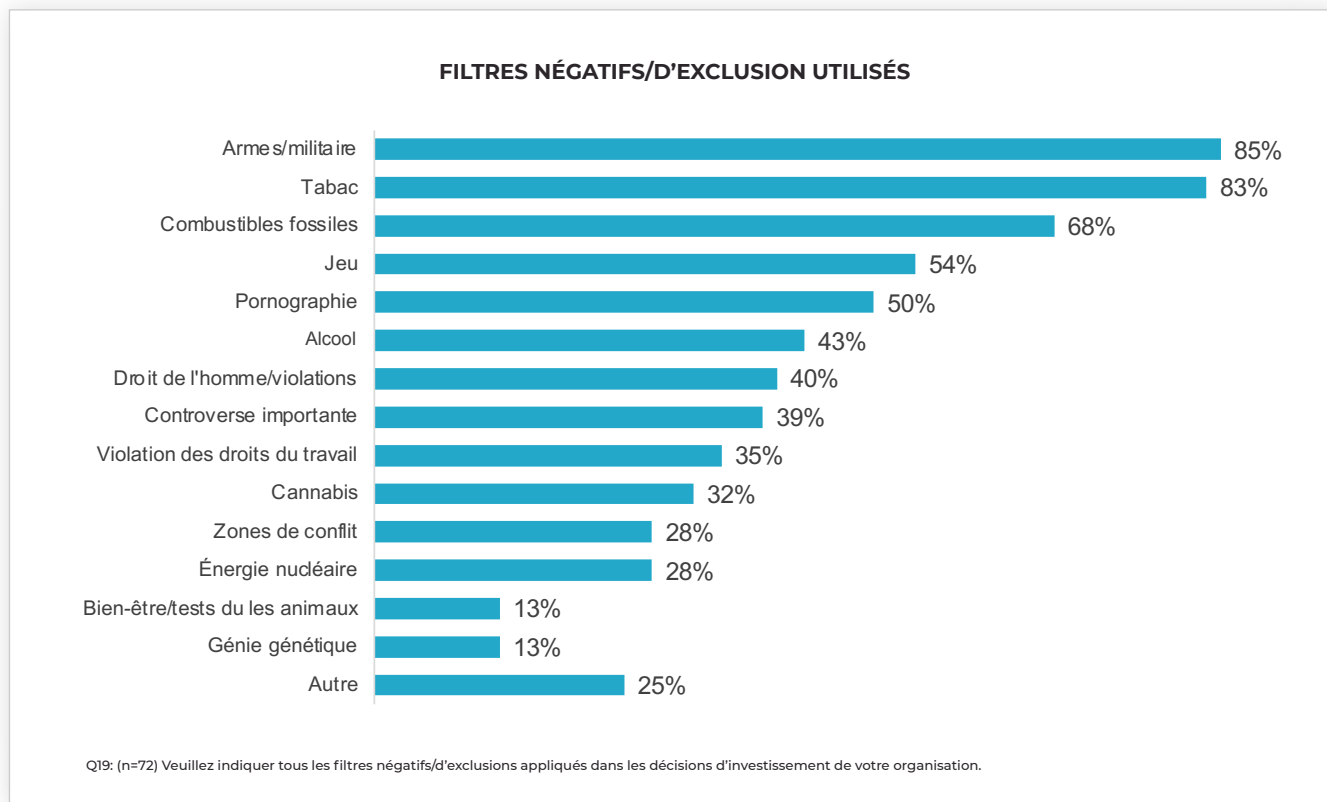
L'incidence du filtrage négatif a augmenté dans les résultats du sondage de cette année pour devenir la deuxième stratégie d'IR la plus utilisée, choisie par 91 % des répondants. Cela représente une augmentation significative depuis 2020, année où 70 % ont déclaré avoir utilisé le filtrage négatif. En moyenne, les répondants qui utilisent le filtrage négatif le font sur deux tiers (67 %) de leurs actifs sous gestion issus de l'IR.

Les filtres négatifs les plus importants sont présentés dans **l'illustration 2**. Les deux produits les plus couramment exclus des portefeuilles de l'IR sont ceux liés aux armes/militaires et au tabac. En effet, plus de 80% des répondants au sondage excluent ces produits de leurs portefeuilles. Ces résultats sont cohérents avec ceux de nos sondages précédents.

Environ deux tiers (68 %) des personnes interrogées ont déclaré appliquer des exclusions de combustibles fossiles dans leurs décisions d'investissement. Il est important d'interpréter ce résultat avec prudence. Le

filtrage n'est pas nécessairement une décision binaire d'inclusion ou d'exclusion – le filtrage des combustibles fossiles peut être appliqué de différentes manières. Par exemple, l'exclusion pourrait s'appliquer exclusivement au charbon, ou s'appliquer aux entreprises qui dépassent un certain seuil de revenus provenant des combustibles fossiles. L'exclusion ne s'applique pas nécessairement à l'ensemble des actifs sous gestion d'un répondant – elle peut ne s'appliquer qu'à des produits ou portefeuilles spécifiques, un sous-ensemble de ses actifs sous gestion. Ou encore, elle pourrait impliquer le désinvestissement de toutes les entreprises impliquées dans la production et la distribution de combustibles fossiles. La principale conclusion de ce point de données est que la plupart des investisseurs institutionnels ayant répondu à notre sondage ont une certaine forme d'exclusion des combustibles fossiles appliquée à au moins une partie des actifs qu'ils gèrent.

ILLUSTRATION • 2

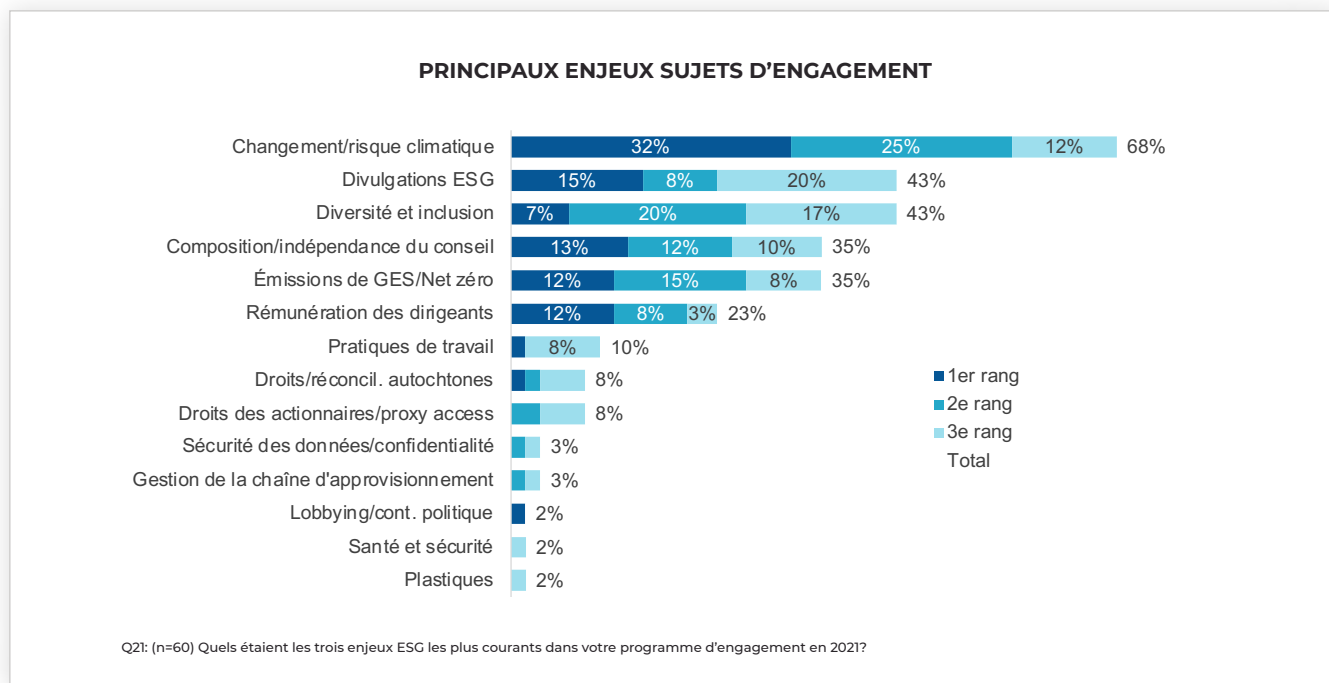


Engagement auprès des entreprises et activisme des actionnaires

La troisième stratégie d'IR la plus répandue au Canada est l'engagement auprès des entreprises et l'actionnariat actif, citée par 79 % des répondants (similaire à 77 % en 2020). Ces répondants qui utilisent l'engagement de l'entreprise le font, en moyenne, sur la plupart de leurs actifs sous gestion issus de l'IR (89 %). Nous avons demandé aux répondants au sondage de désigner les trois enjeux ESG les plus courants dans leur programme d'engagement en 2021. Comme le montre **l'illustration 3**, le changement/risque climatique (68 %) était l'enjeu ESG le plus fréquent dans les programmes d'engagement des organisations, avec une marge importante. Près d'un tiers des répondants au sondage ont déclaré que le changement

climatique était leur principale préoccupation en ce qui concerne l'engagement. La divulgation des facteurs ESG est la deuxième question d'engagement la plus importante sur laquelle les investisseurs continuent de faire pression, suivie par la diversité et l'inclusion. La composition/l'indépendance du conseil d'administration et les émissions de gaz à effet de serre/net zéro ont été classées de la même manière, respectivement en quatrième et cinquième position. Ces résultats étaient conformes à ceux de notre sondage de 2020.

ILLUSTRATION • 3



Autres stratégies d'IR

Parmi les autres stratégies d'IR, dans le sondage de cette année, il est à noter que leur utilisation a augmenté parmi les répondants :

- **ESG thématique** : citée par 67 % des répondants de 2022, contre 44 % des répondants de 2020.
- **Filtrage positif** : citée par 64 % des répondants de 2022, contre 43 % des répondants de 2020.
- **Filtrage basé sur les normes** : citée par 52 % des répondants de 2022, contre 34 % des répondants de 2020.
- **Investissement d'impact** : citée par 46 % des répondants de 2022, contre 37 % des répondants de 2020. Parmi ceux qui utilisent l'investissement d'impact, plus de huit répondants sur dix (86 %) disent se concentrer sur les impacts environnementaux et sociaux.

En résumé, alors que l'intégration ESG reste bien établie comme la stratégie d'IR la plus répandue au Canada, nous observons que les investisseurs responsables étendent leur adoption de stratégies d'IR supplémentaires au sein de leurs actifs sous gestion, pour au moins une certaine partie de leurs actifs sous gestion issus de l'IR.

Les politiques d'IR : une norme établie

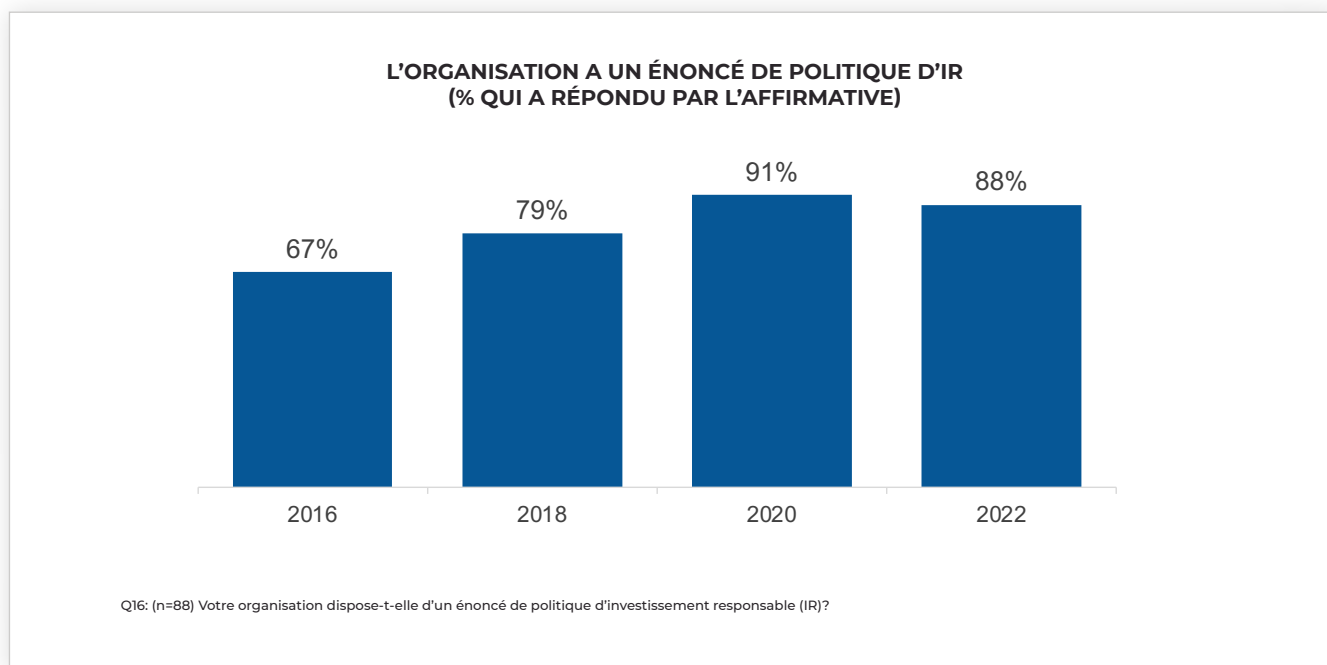
Les résultats du sondage de cette année montrent que les pratiques des investisseurs responsables en matière de divulgation des politiques et pratiques d'IR sont restées relativement constantes au cours des deux dernières années.

Nos sondages ont suivi au fil du temps le nombre d'organisations qui divulguent un énoncé formel de politique d'investissement responsable. En 2022, 88 % des répondants dans l'ensemble ont un énoncé de politique officiel sur l'IR. Cette proportion est similaire à celle de 2020, où 91 % ont répondu oui, et a nettement augmenté depuis 2016, où 67 % ont répondu oui (**Illustration 4**). Le niveau élevé d'adoption confirme que la divulgation des politiques d'IR a évolué pour devenir une pratique standard au Canada.

EN UN COUP D'ŒIL

- La grande majorité des investisseurs ont un énoncé de politique officiel en matière d'IR
- Les investisseurs augmentent la transparence en publiant des informations supplémentaires sur le vote par procuration, l'engagement et l'intégration ESG

ILLUSTRATION • 4

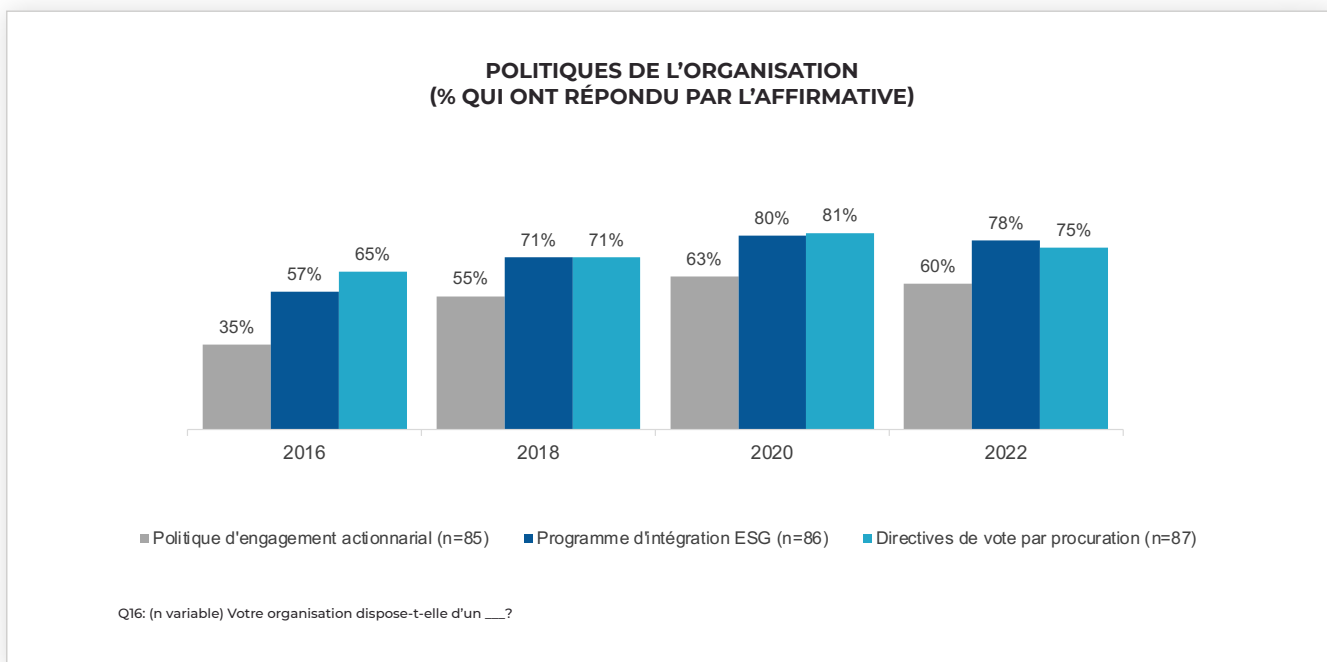


Les résultats du sondage indiquent également que plus la proportion d'actifs issus de l'IR dans l'organisation est importante, plus il est probable qu'elle dispose d'une politique d'IR formelle. Notamment, 94 % des répondants ayant 100 % de leurs actifs sous gestion investis selon des stratégies d'IR ont une politique

d'IR, comparé à 78 % des répondants ayant moins de 10 % de leurs actifs investis dans des stratégies d'IR. L'importance de l'IR dans la stratégie commerciale d'une organisation est favorablement associée à une plus grande divulgation de ses politiques d'IR.

Parmi les répondants ayant une politique d'IR formelle, presque tous ont également déclaré avoir un programme d'intégration ESG formel (96 %), une politique d'engagement des actionnaires (98 %) et des directives de vote par procuration (98 %). Cette forte prévalence de la divulgation constitue une tendance positive en matière de transparence et de responsabilité vis-à-vis des investisseurs et des autres parties prenantes d'une organisation.

ILLUSTRATION • 5



POURQUOI LES INVESTISSEURS TIENNENT-ILS COMPTE DES FACTEURS ESG? CELA SE RÉSUME AU RISQUE

Le sondage sur les tendances de l'IR indique comment les répondants classent les trois principales raisons pour lesquelles ils prennent en compte les facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement.

Dans le sondage de cette année, 43 % des répondants ont classé l'atténuation des risques comme leur principale raison de prendre en compte les facteurs ESG, et dans l'ensemble, 80 % des répondants ont classé l'atténuation des risques parmi leurs trois principales raisons (**Illustration 6**). La deuxième raison la plus souvent citée est l'amélioration des rendements, avec 65 % des personnes interrogées qui la classent parmi les trois premières. Mis bout à bout, ces classements continuent de suggérer qu'une des principales motivations des investisseurs pour intégrer les facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement est la possibilité de générer de meilleurs rendements ajustés au risque. Ce constat a été constant dans nos trois sondages précédents, couvrant les six dernières années, ce qui témoigne d'une conviction inébranlable parmi les répondants.

Le respect des obligations fiduciaires est la troisième raison (46 % des répondants) pour laquelle les facteurs ESG sont pris en compte, ce qui correspond au même classement relatif (et au même score global) que l'année dernière. Au fil du temps, l'idée que la prise en compte des facteurs ESG par les investisseurs est conforme, et non contraire, à l'obligation fiduciaire d'un gestionnaire de placements, est devenue plus largement acceptée dans le secteur des placements. Le devoir fiduciaire moderne exige sans doute des investisseurs qu'ils prennent en compte toutes les informations pertinentes et tous les risques importants dans l'analyse et la prise de décision en matière d'investissement, ce qui inclut la prise en compte des informations et des risques ESG pertinents et importants.⁵

Remplir une mission, un objectif ou des valeurs», qui s'est classé au quatrième rang en 2020, est arrivé au cinquième rang en 2022 en termes d'importance parmi les répondants de cette année. Il est intéressant de noter que 18 % des répondants l'ont classé comme la première raison, juste après l'atténuation des risques.

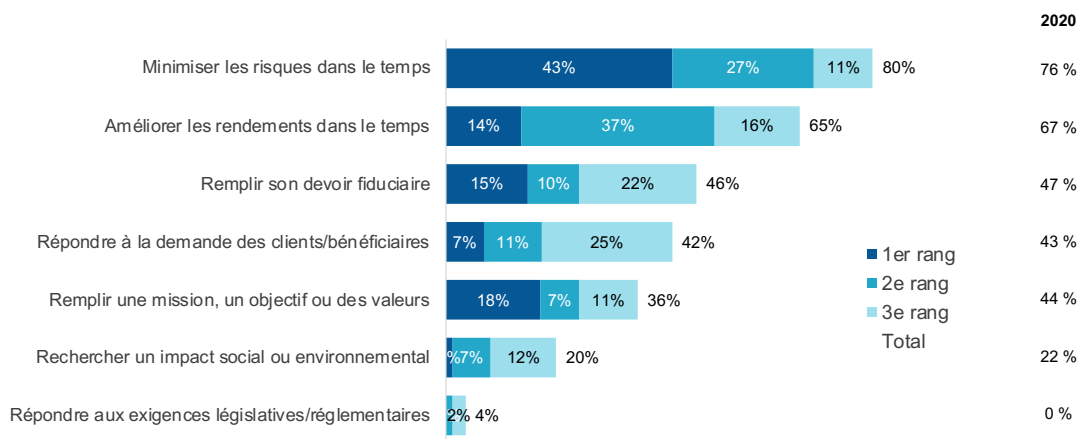
EN UN COUP D'ŒIL

- La minimisation des risques et l'amélioration des rendements sont les principaux moteurs de la prise en compte des facteurs ESG
- L'obligation fiduciaire reste un facteur clé

⁵ Les positions du CFA Institute sur l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance peuvent être consultées [ici](#). L'interprétation moderne de l'obligation fiduciaire des PRI est disponible [ici](#).

ILLUSTRATION • 6

RAISONS DE PRENDRE EN COMPTE LES FACTEURS ESG DANS LES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT



Q34: (n=84) Pourquoi votre organisation tient-elle compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans ses décisions d'investissement?

PRATIQUES D'IR : QUELS FACTEURS/FILTRES ESG SONT PRIS EN COMPTE?

Principales considérations ESG

Les répondants au sondage ont été invités à identifier les facteurs/filtres ESG qu'ils intègrent systématiquement dans leurs décisions d'investissement. Le questionnaire présentait des listes de facteurs «E», «S» et «G» parmi lesquels les répondants pouvaient choisir. Alors que différents facteurs ESG peuvent être identifiés et évalués différemment au sein des classes d'actifs, des secteurs, des processus d'investissement et des stratégies d'IR, les répondants ont été invités à choisir les considérations ESG les plus répandues dans toutes leurs décisions d'investissement. Dans l'ensemble, les facteurs/filtres sociaux et environnementaux constituent la majorité des 10 principaux enjeux ESG systématiquement pris en compte dans les décisions d'investissement, tandis que deux enjeux de gouvernance font partie des 10 principales questions ESG, comme le montre **Illustration 7**.

EN UN COUP D'ŒIL

- Les 10 principaux facteurs ESG comprennent un ensemble de questions environnementales, sociales et de gouvernance
- Les questions liées au climat sont la considération globale prédominante
- Les droits de l'homme, la DÉI, la diversité du conseil d'administration et la rémunération des cadres sont les principaux facteurs sociaux et de gouvernance

ILLUSTRATION • 7

10 PRINCIPAUX FACTEURS ESG DANS TOUTES LES CATÉGORIES



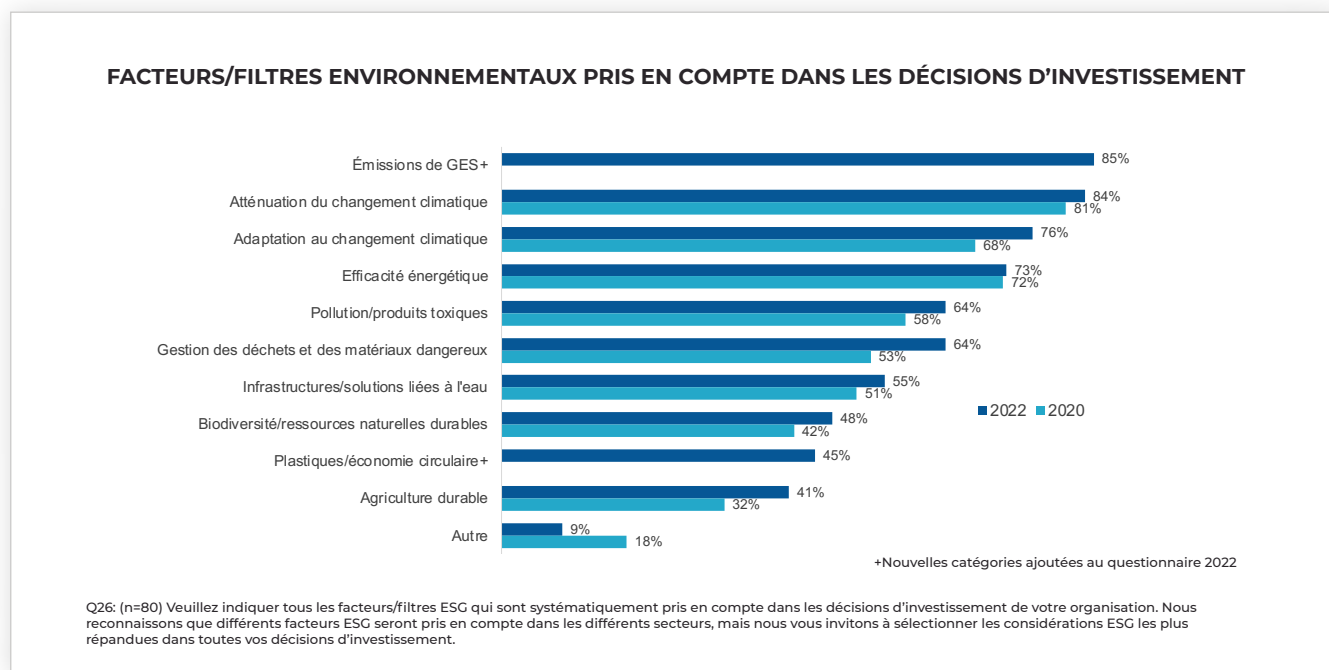
Q26: (n=80) Veuillez indiquer tous les facteurs/filtres ESG qui sont systématiquement pris en compte dans les décisions d'investissement de votre organisation. Nous reconnaissons que différents facteurs ESG seront pris en compte dans les différents secteurs, mais nous vous invitons à sélectionner les considérations ESG les plus répandues dans toutes vos décisions d'investissement.

Facteurs environnementaux les plus couramment utilisés

Le changement climatique et les préoccupations liées au climat sont en tête de la liste des facteurs/filtres environnementaux utilisés, les émissions de gaz à effet de serre (85 %) et l'atténuation du changement climatique (84 %) étant les plus fréquemment mentionnées, suivis par l'adaptation au changement climatique (76 %). Plus de sept répondants sur dix (73 %) mentionnent l'utilisation de facteurs/filtres liés à l'efficacité énergétique (**Illustration 8**). Ce classement est très similaire au résultat du sondage de 2020, où l'atténuation du changement climatique était le facteur « E » le plus cité, l'adaptation au changement climatique se classant au troisième rang, et l'efficacité énergétique, au deuxième rang. (La catégorie « émissions de GES » a été introduite en 2022.)

Les questions liées au changement climatique restent au centre des préoccupations des investisseurs, et nous ne pensons pas que cela changera bientôt. Les risques physiques et de transition associés à la hausse des températures mondiales constituent un risque systémique pour le système financier mondial, l'économie et l'avenir de notre planète. Les résultats du sondage confirment que les investisseurs responsables comprennent que le risque climatique représente un risque d'investissement.

ILLUSTRATION • 8

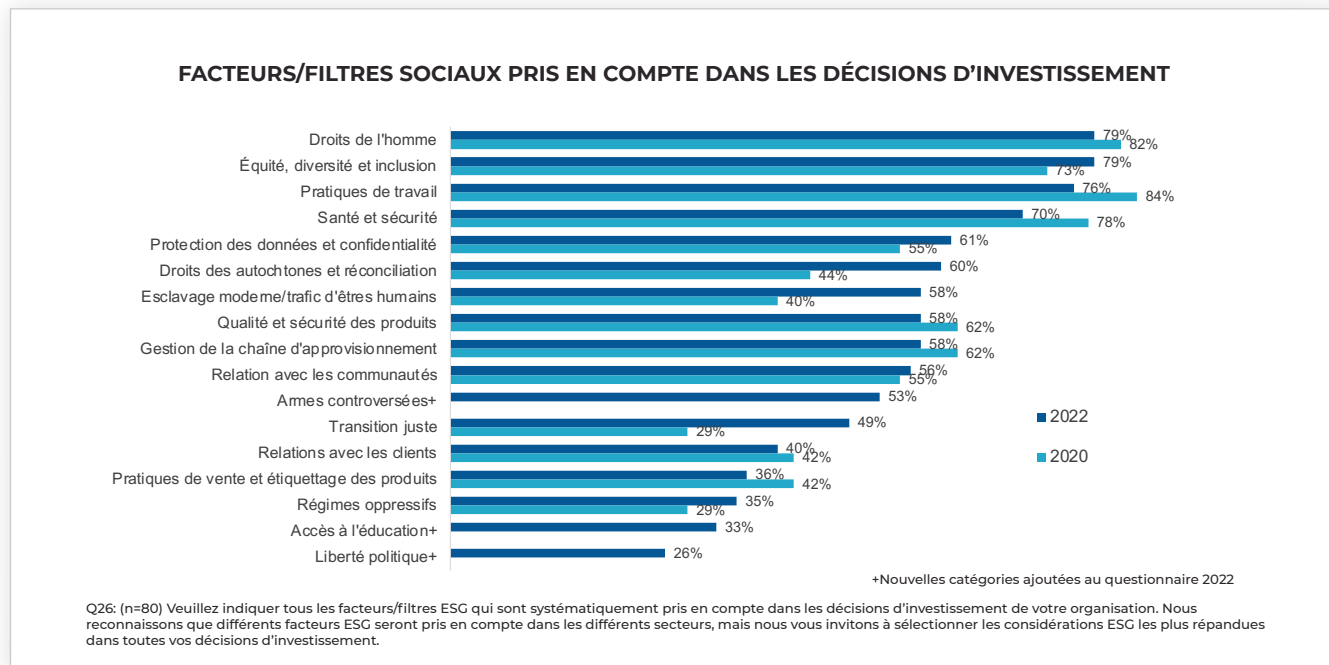


Facteurs sociaux les plus couramment utilisés

L'illustration 9 résume le classement des enjeux sociaux que les investisseurs intègrent dans leur analyse d'investissement. En 2022, les droits de l'homme sont, à égalité avec l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI), les questions sociales les plus citées dans le sondage de cette année, près de 80 % des personnes interrogées

utilisant ces facteurs/filtres dans leurs décisions d'investissement. Les pratiques de travail et la santé et la sécurité se classent respectivement en troisième et quatrième position. Ces quatre catégories se sont également classées parmi les quatre premières dans notre sondage de 2020.

ILLUSTRATION • 9



Facteurs de gouvernance les plus couramment utilisés

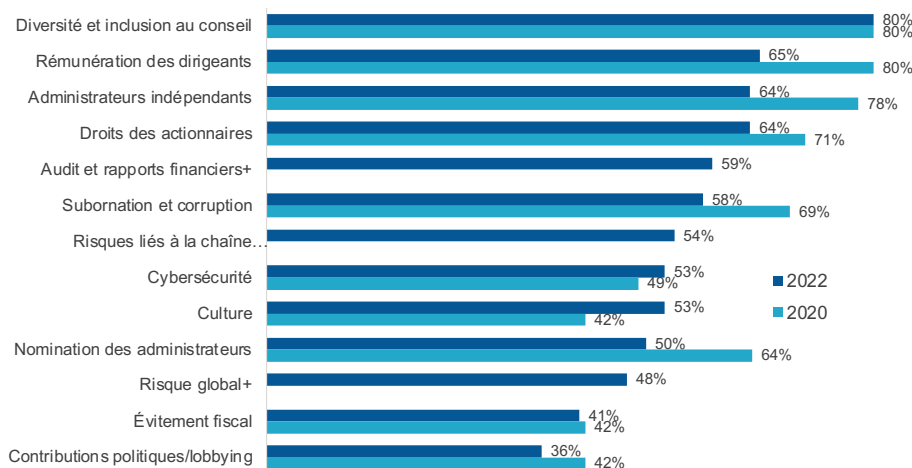
Les répondants au sondage citent la diversité et l'inclusion au sein du conseil d'administration comme le principal facteur de gouvernance qu'ils utilisent (**Illustration 10**). La rémunération des dirigeants, l'indépendance des administrateurs et les droits des actionnaires sont les trois autres facteurs de gouvernance les plus cités. Ces quatre principaux enjeux de gouvernance sont cohérents avec les résultats de notre sondage de 2020.

Bien que des gains importants aient été réalisés en matière de diversité des conseils d'administration, notamment en ce qui concerne la proportion plus élevée de femmes représentées, la démographie raciale et ethnique du Canada est toujours sous-représentée dans les entreprises canadiennes.⁶ Il reste du travail à faire pour que les investisseurs responsables fassent progresser la diversité des entreprises au Canada et dans le monde, par le biais de leurs activités d'investissement et d'intendance.

⁶ MacDougall, Andrew. « Report: 2022 Diversity Disclosure Practices – Diversity and leadership at Canadian public companies. » Osler, Hoskin & Harcourt LLP, 13 octobre 2022. Consulté le 10 novembre 2022.

ILLUSTRATION • 10

FACTEURS/FILTRES DE GOUVERNANCE PRIS EN COMPTE DANS LES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT



+Nouvelles catégories ajoutées au questionnaire 2022

Q26: (n=80) Veuillez indiquer tous les facteurs/filtres ESG qui sont systématiquement pris en compte dans les décisions d'investissement de votre organisation. Nous reconnaissons que différents facteurs ESG seront pris en compte dans les différents secteurs, mais nous vous invitons à sélectionner les considérations ESG les plus répandues dans toutes vos décisions d'investissement.

Le 1er octobre 2020, l'AIR a lancé la [Déclaration des investisseurs canadiens sur la diversité et l'inclusion](#). Cette déclaration est signée par des investisseurs institutionnels canadiens dont les actifs sous gestion totalisent plus de 2,3 billions de dollars. Les signataires de la Déclaration reconnaissent l'existence du racisme systémique et ses impacts sur les communautés noires et autochtones et les personnes de couleur, tout en reconnaissant en outre l'existence d'inégalités et de discrimination fondées sur d'autres facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, la religion, la culture et le statut socio-économique. Les signataires s'engagent à prendre des mesures intentionnelles pour promouvoir la diversité et l'inclusion dans leurs portefeuilles et au sein de leurs organisations. L'AIR continue de soutenir le travail des signataires de la déclaration par des tables rondes et des ressources périodiques.

PRATIQUES D'IR : QUELS SONT LES CADRES, INFORMATIONS ET NORMES ESG UTILISÉS?

Afin de mettre en lumière les pratiques d'IR les plus répandues actuellement utilisées par les investisseurs responsables dans leur analyse et leur prise de décision en matière d'investissement, nous avons demandé aux personnes interrogées de classer leurs principales sources d'informations ESG utilisées lors de la prise de décision en matière d'investissement, ainsi que les différents cadres et normes ESG qu'elles intègrent dans leur analyse d'investissement.

Sources d'information ESG

Pour que les investisseurs responsables puissent prendre des décisions d'investissement éclairées, ils doivent

trouver des informations ESG à intégrer dans leur analyse. Nous avons demandé aux répondants d'identifier leurs principales sources d'informations ESG en les sélectionnant dans une liste. Il convient de noter que les répondants ont indiqué qu'ils utilisaient 2,7 sources en moyenne.

Les résultats sont affichés dans **Illustration 11**. Dans l'ensemble, la principale source d'information sur les facteurs ESG, choisie par 71 % des répondants, est l'engagement direct auprès des entreprises. Ce résultat est cohérent avec le sondage de 2020, où elle était la source la mieux classée par 77 % des répondants. Les réunions avec la direction de l'entreprise et les relations avec les investisseurs fournissent aux investisseurs des informations clés sur les initiatives et les performances ESG. Les investisseurs collaborent également de plus en plus entre eux sur des initiatives d'engagement pour s'assurer que les entreprises dans lesquelles ils investissent prennent les mesures nécessaires sur les questions ESG, y compris des initiatives telles que Climate Action 100+⁷ et Engagement climatique Canada⁸ pour lutter contre le changement climatique.

En 2022, une nouvelle catégorie, « Recherche interne », a été ajoutée au questionnaire du sondage. Une proportion de 63 % des personnes interrogées a déclaré l'utiliser pour prendre des décisions d'investissement, ce qui la place au deuxième rang des sources d'informations ESG. Alors que de nombreuses entreprises

EN UN COUP D'ŒIL

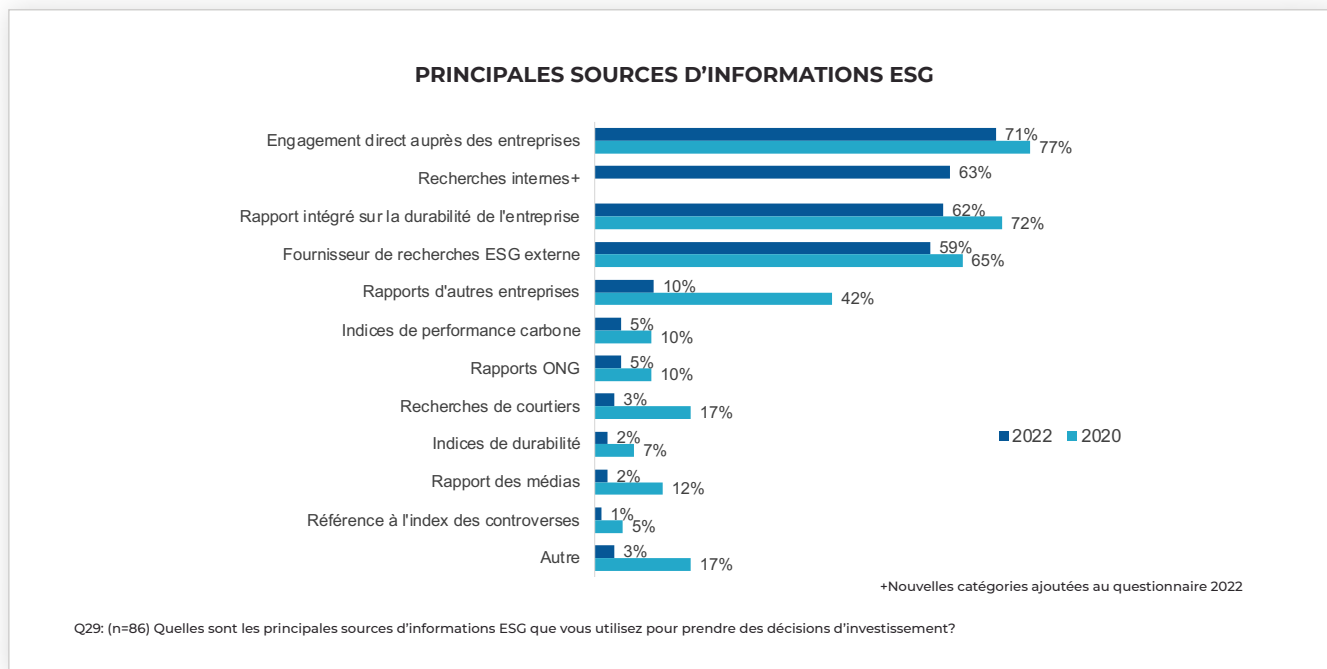
- L'engagement direct avec les entreprises reste la principale source de données ESG des investisseurs; les recherches internes arrivent en deuxième position
- La TCFD, le SASB et les ODD sont les trois principaux cadres utilisés par les investisseurs pour l'analyse et la reddition de comptes
- Deux tiers des répondants prévoient d'intégrer les divulgations de l'ISSB au cours des deux à cinq prochaines années

⁷ [Climate Action 100+](#)

⁸ [Engagement climatique Canada](#)

disposent de capacités internes de recherche ESG ou sont en train de les développer, 59 % des répondants ont déclaré utiliser des fournisseurs externes de recherche ESG comme source d'informations ESG, ce qui les place en quatrième position. Le rapport intégré sur la durabilité de l'entreprise est classé troisième, ce qui correspond à une source d'information pour l'analyse interne de la recherche ESG (classée numéro 2).

ILLUSTRATION • 11



Cadres ESG

Les cadres et les normes ESG permettent d'orienter les informations fournies par les entreprises afin de garantir leur comparabilité, leur cohérence et leur fiabilité. Nous avons demandé aux répondants quels cadres ESG ils utilisent le plus pour obtenir des données et des informations ESG pour leur analyse d'investissement (**l'illustration 12**).

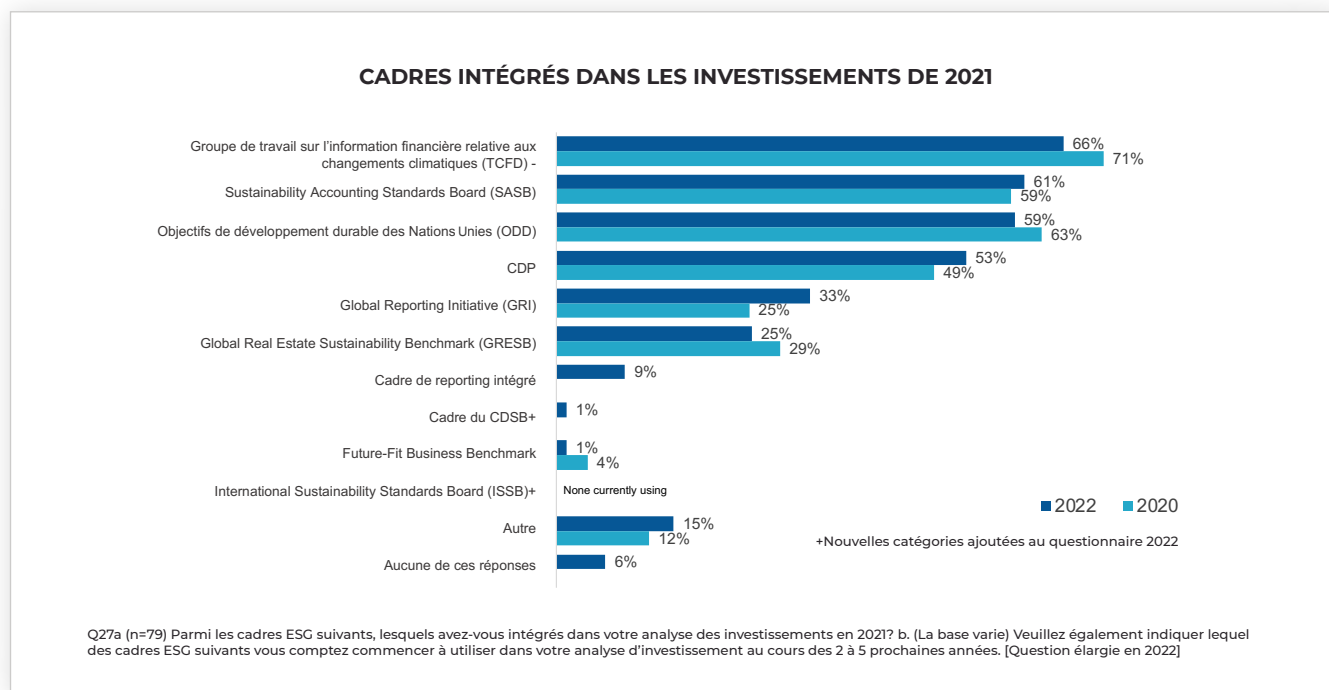
Le changement climatique et les préoccupations liées au climat sont le facteur « E » le plus souvent pris en compte par les personnes interrogées dans leurs programmes d'investissement et d'engagement. Par conséquent, les deux tiers (66 %) des répondants indiquent qu'ils intègrent actuellement le cadre du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques ([TCFD](#)) dans leur analyse des investissements. Dans son rapport d'étape 2022, le TCFD a noté que le nombre des organisations soutenant les recommandations a augmenté régulièrement pour atteindre plus de 3800, dont plus de 1500 institutions financières en charge d'actifs totalisant 217 billions de dollars.⁹ Pour l'avenir, il semble que le soutien au

⁹ « 2022 TCFD Status Report: Task Force on Climate-related Financial Disclosures. » Financial Stability Board, 13 octobre 2022. Consulté le 10 novembre 2022.

TCFD se poursuit parmi les répondants au sondage, puisque la majorité (78 %) de ceux qui n'utilisent pas actuellement le cadre du TCFD prévoit commencer à l'utiliser dans les deux à cinq prochaines années.

Les normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU complètent les trois principaux cadres ESG actuellement utilisés par les répondants en 2022, avec des taux respectifs de 61 % et 59 %. Selon SASB, 317 investisseurs institutionnels dans le monde, représentant 81 billions de dollars américains en AUM et 27 marchés, soutiennent le SASB ou utilisent les normes du SASB pour éclairer leur prise de décision d'investissement.¹⁰

ILLUSTRATION • 12



Fin 2021, l'International Sustainable Standards Board (ISSB) a été créé pour répondre à la nécessité de consolider les multiples cadres de reporting ESG. L'objectif est d'aboutir à un référentiel mondial complet et de haute qualité en matière d'information sur le développement durable, qui fournira aux investisseurs des informations sur les risques et les opportunités liés au développement durable des entreprises, afin de les aider à prendre des décisions en connaissance de cause. Les normes de l'ISSB s'appuieront sur les travaux du Climate Disclosures Standards Board, du TCFD, de l'Integrated Reporting Framework de la Value Reporting Foundation, des normes SASB et des Stakeholder Capitalism Metrics du Forum économique mondial.¹¹ L'ISSB a publié deux exposés-sondages pour consultation en 2022 (IFRS S1 General Requirements for Disclosure of

¹⁰ « [Global Use of SASB Standards.](#) » SASB. Consulté le 10 novembre 2022.

¹¹ « [IFRS- ISSB: Frequently Asked Questions.](#) » IFRS Foundation, 3 novembre 2021. Consulté le 10 novembre 2022.

Sustainability-related Financial Information et IFRS S2 Climate-related Disclosures) et prévoit de publier les normes définitives en 2023. Les résultats du sondage indiquent que l'adoption généralisée du cadre de l'ISSB (67 % des répondants) est probable au cours des deux à cinq prochaines années.

À l'avenir, un autre cadre en cours d'élaboration est celui du Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature¹² (TNFD Framework), qui permettra aux entreprises et aux institutions financières d'intégrer la nature dans leurs décisions. Au moment de la rédaction du présent document, le groupe de travail prévoit de lancer le cadre en septembre 2023.

Normes (conventions et traités internationaux)

Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) ont été la norme la plus couramment intégrée en 2021 (une nouvelle catégorie ajoutée dans le sondage de cette année), choisie par 84 % des répondants (**Illustration 13**). Ce niveau élevé de réponses reflète la prévalence des signataires des PRI dans l'échantillon du sondage. À l'échelle mondiale, le nombre de signataires des PRI continue de s'accroître, augmentant de 28 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 4 902 signataires mondiaux d'ici le 31 mars 2022 (augmentation de 19 % au Canada).¹³ Les signataires des PRI s'engagent à intégrer les questions ESG dans l'analyse des investissements et les processus de prise de décision, à être des propriétaires actifs et à intégrer les questions ESG dans les politiques et pratiques de propriété, et à rechercher une divulgation appropriée des questions ESG par les entités dans lesquelles ils investissent.¹⁴

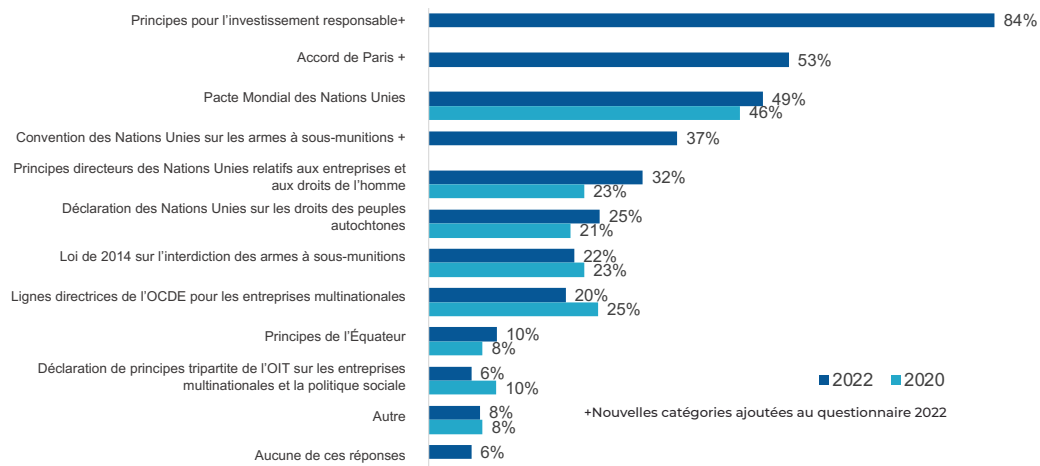
La deuxième norme la plus intégrée est l'Accord de Paris (une nouvelle catégorie ajoutée en 2022). L'Accord de Paris a été signé par près de 200 pays en 2015 avec un plan d'action mondial visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Les investisseurs qui cherchent à s'aligner sur l'Accord de Paris devraient s'assurer que leurs portefeuilles et les entreprises dans lesquelles ils investissent travaillent à la réalisation des ambitions de l'Accord. La norme la plus appliquée pour le filtrage basé sur les normes dans notre sondage de 2020 était le Pacte mondial des Nations Unies, qui est tombé à la troisième place dans le classement de cette année. Parmi ceux qui ne l'utilisent pas actuellement, la moitié prévoit d'intégrer l'Accord de Paris (50 %) et près de la moitié prévoit d'intégrer les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (45 %) dans les deux à cinq prochaines années.

12 [Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature](#) : TNFD. Consulté le 10 novembre 2022.

13 <https://www.unpri.org/annual-report-2022/signatories>. Consulté le 10 novembre 2022.

14 PRI | Accueil, <https://www.unpri.org/>. Consulté le 10 novembre 2022.

NORMES INTÉGRÉES DANS LES ANALYSES D'INVESTISSEMENT DE 2021



Q28: (n=79) Parmi les normes suivantes (c'est-à-dire les conventions et traités internationaux), quelles sont celles que vous intégrez dans votre analyse des investissements? Veuillez également indiquer laquelle des normes suivantes vous prévoyez commencer à intégrer dans votre analyse de placement au cours des 2 à 5 prochaines années. [Question élargie en 2022]

SUIVI ET OBJECTIFS EN MATIÈRE DE NET ZÉRO ET D'ÉMISSIONS DE GES

Pour la première fois, dans le sondage de cette année, nous avons ajouté une série de questions relatives à la manière dont les investisseurs intègrent les objectifs nets zéro et les émissions de GES dans leur pratique d'investissement. Étant donné que les répondants considèrent le changement climatique comme la principale question ESG dans les décisions d'investissement et les activités d'engagement, et que la fenêtre pour éviter les pires effets du changement climatique se referme, nous avons l'intention de continuer à suivre les développements dans ce domaine dans les prochains sondages.

Des engagements nets zéro formels à un stade précoce

En 2021, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) a été lancée par l'envoyé spécial de l'ONU pour l'action climatique et la finance, Mark Carney, et la présidence de la COP26, afin d'accroître l'ambition et de coordonner les efforts de tous les secteurs du système financier pour accélérer la transition vers une économie mondiale nette zéro. Lors de la COP26, la GFANZ a annoncé qu'il avait « mobilisé plus de 450 entreprises de 45 pays pour qu'elles s'engagent à faire progresser leurs économies vers des émissions nettes nulles. Ces entreprises contrôlent collectivement plus de 130 000 milliards de dollars de capitaux privés qui seraient alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris, notamment la limitation du réchauffement climatique à 1,5C. »¹⁵

La GFANZ compte aujourd'hui plus de 550 entreprises, issues de plus de 50 pays, qui s'engagent à réduire les émissions de leurs portefeuilles financés à net zéro d'ici 2050, à élaborer des stratégies de transition vers le net zéro, à fixer des objectifs intermédiaires pour 2030 ou avant, et à rendre compte de leurs progrès chaque année.¹⁶

EN UN COUP D'ŒIL

- Un tiers des répondants ont adhéré à une alliance GFANZ
- La grande majorité mesure, ou prévoit de mesurer, son intensité en carbone
- 30 % ont fixé des objectifs de réduction des GES et la majorité de ce groupe a également fixé des objectifs intermédiaires
- Une minorité de répondants ont des objectifs pour les émissions de niveaux 1, 2 et 3

¹⁵ « COP26 Day 4: Mobilizing the money | Nations Unies. » Les Nations Unies. Consulté le 10 novembre 2022.

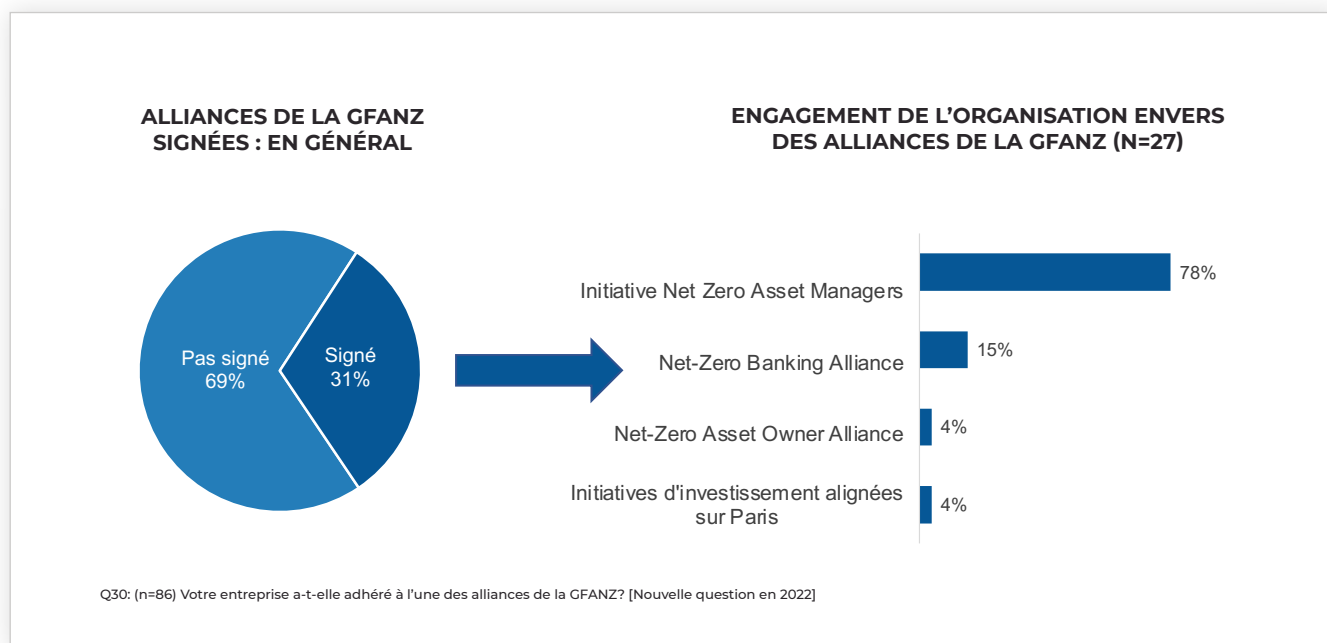
¹⁶ « About Us. » Glasgow Financial Alliance for Net Zero. Consulté le 10 novembre 2022.

Il existe actuellement sept alliances du secteur financier dans le cadre de la GFANZ :

- Net-Zero Asset Owner Alliance (NZAOA)
- Net-Zero Asset Managers initiative (NZAM)
- Paris Aligned Asset Owners (PAAO)
- Net-Zero Banking Alliance (NZBA)
- Net-Zero Insurance Alliance (NZIA)
- Net Zero Financial Service Providers Alliance (NZFSPA)
- Net Zero Investment Consultants Initiative (NZICI)¹⁷

Dans l'ensemble, environ un tiers (31 %) des personnes interrogées ont déclaré avoir adhéré à une alliance GFANZ, la majorité dans le cadre de l'initiative Net Zero Asset Managers (**Illustration 14**).

ILLUSTRATION • 14



Outre les alliances mondiales, les investisseurs institutionnels canadiens peuvent également signaler leur engagement en faveur de l'objectif de zéro émission par le biais de deux initiatives de l'AIR. En 2021, l'AIR a publié la [Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques](#), qui a été signée par 36 investisseurs institutionnels gérant 5,5 billions de dollars d'actifs. Les signataires de la déclaration s'engagent à prendre des mesures pour faire avancer l'objectif mondial de zéro émission nette, par le biais d'initiatives telles que la divulgation des émissions financées et le fait de s'attendre à ce que les entreprises dans lesquelles ils investissent fixent des objectifs d'émissions et rendent compte de leurs progrès.

¹⁷ [Glasgow Financial Alliance for Net Zero](#). Accessed 10 November 2022.

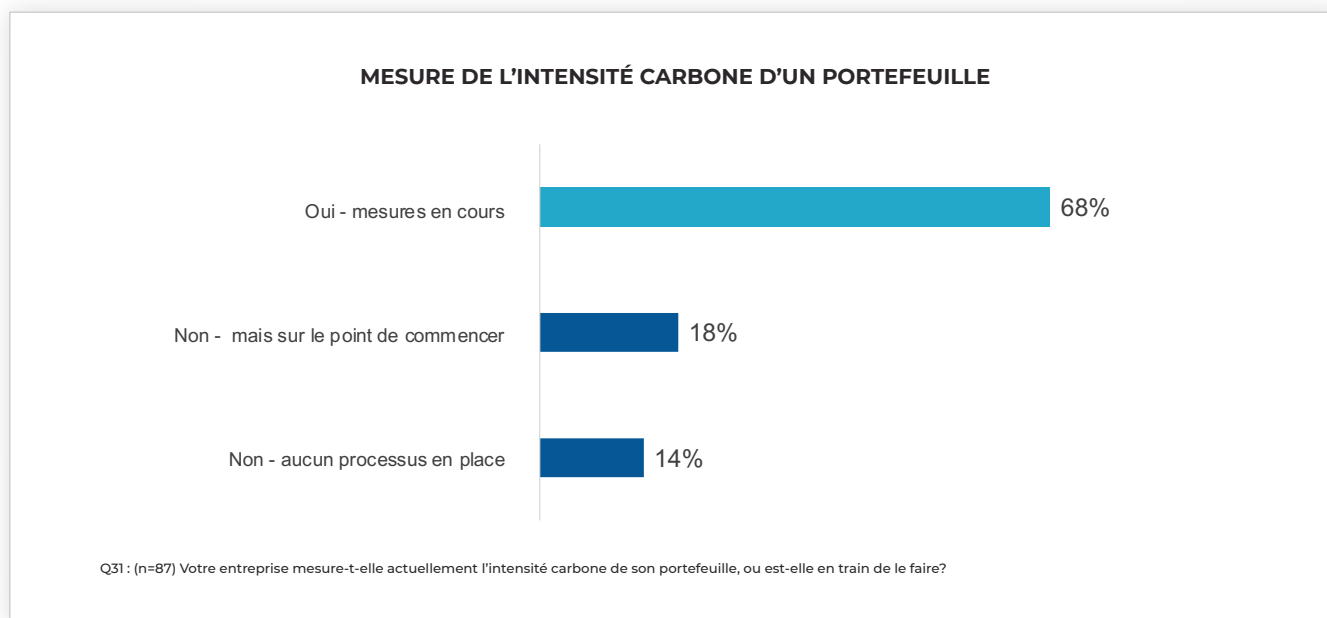
[Engagement climatique Canada \(ECC\)](#) a été lancé en octobre 2021. ECC est un programme canadien d'engagement des entreprises dirigé par le secteur financier qui vise à accélérer la transition du Canada vers un avenir à faible émission de carbone. ECC est coordonnée par plusieurs réseaux d'investisseurs, dont l'Association pour l'investissement responsable (AIR), l'Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE) et Ceres. Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) soutenus par l'ONU endossent également ECC. En juin 2022, la liste des priorités d'ECC a été établie. Il s'agit de quarante sociétés cotées à la Bourse de Toronto auxquelles les investisseurs s'adresseront de manière stratégique pour les encourager à améliorer la gouvernance des risques et des opportunités climatiques, à réduire les émissions de GES, à fixer des objectifs mesurables et à fournir des informations sur le climat.

La majorité mesure l'intensité de carbone du portefeuille

L'analyse des émissions de carbone dans leurs portefeuilles donne aux investisseurs un aperçu de l'exposition de leurs portefeuilles au risque climatique et de leur contribution aux émissions mondiales. Elle peut également aider les investisseurs à suivre la manière dont une société de portefeuille gère et atténue ces risques, ce qui peut contribuer aux activités d'engagement et d'intendance des entreprises de l'investisseur.¹⁸

Comme l'indique **l'illustration 15**, la pratique consistant à mesurer l'intensité des émissions de carbone d'un portefeuille est de plus en plus largement adoptée selon les répondants au sondage. Comme 68 % des répondants mesurent actuellement l'intensité de carbone de leurs portefeuilles et que 18 % de ceux qui ne le font pas sont sur le point de le faire, il ne reste que 14 % qui n'ont pas l'intention d'entreprendre cette démarche. Les organisations qui rendent compte des activités et des résultats de l'engagement sont plus susceptibles de dire qu'elles mesurent l'intensité carbone de leur portefeuille.

ILLUSTRATION • 15

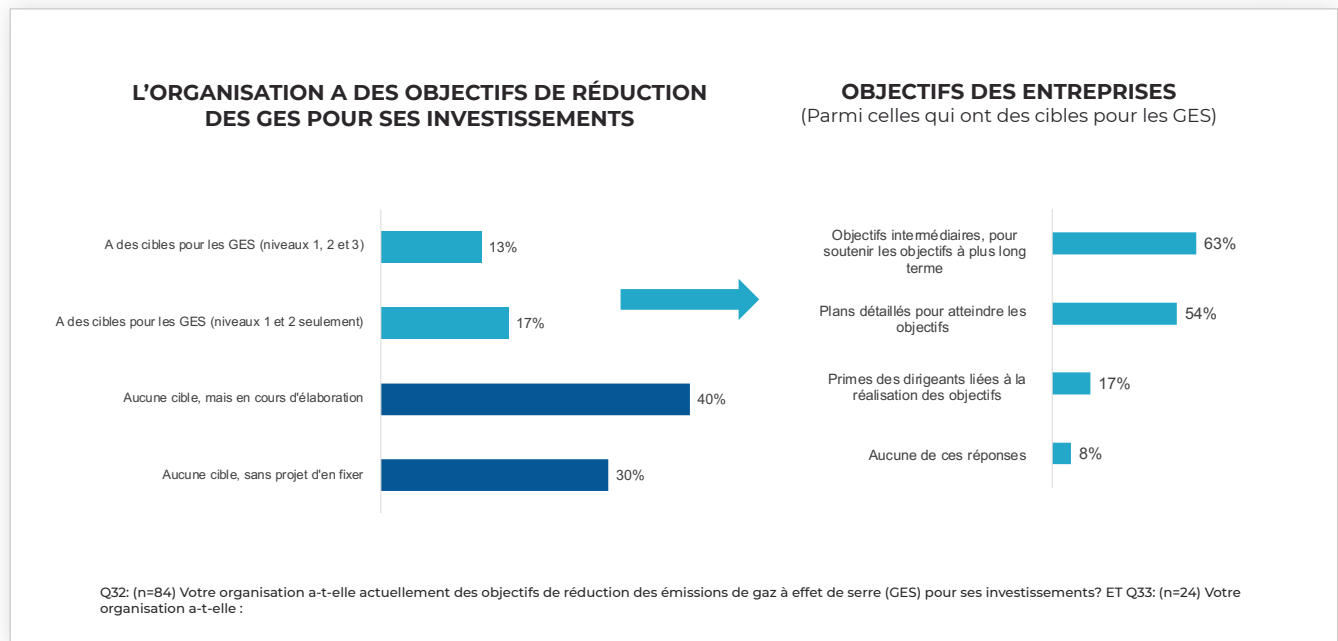


¹⁸ « [Guide sur les émissions de dioxyde de carbone associées aux portefeuilles.](#) » RBC Gestion mondiale d'actif. Consulté le 10 novembre 2022.

Adoption limitée des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Parallèlement, comme le montre l'illustration 16, 30 % des répondants disent avoir des objectifs de réduction des émissions de GES, dont 13 % ont des objectifs pour les émissions de niveaux 1, 2 et 3. Parmi ceux qui ont des objectifs en matière de GES, la majorité (63 %) a des objectifs intermédiaires pour soutenir les objectifs à plus long terme et 54 % ont des plans détaillés pour atteindre leurs objectifs. Si 70 % des répondants n'ont pas actuellement d'objectifs de réduction des émissions de GES, plus de la moitié de ce groupe a déclaré être en train de fixer des objectifs.

ILLUSTRATION • 16



La transition vers une économie nette zéro nécessitera des transformations importantes dans tous les secteurs, industries et régions géographiques. En particulier, le secteur de l'énergie doit être transformé, car il est responsable d'environ trois quarts des émissions mondiales de GES. Mais cela ne peut se faire de manière isolée, et les investisseurs doivent non seulement se concentrer sur la réduction des émissions de GES, mais aussi sur la mise en place d'une transition équitable vers un avenir à faible émission de carbone pour les travailleurs et leurs communautés.

L'AVENIR DE L'IR : PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIE

Nous avons demandé aux répondants du sondage de partager leurs perspectives de croissance de l'investissement responsable au cours des deux prochaines années et de partager leurs points de vue sur les principaux défis et moteurs de la croissance de l'IR au Canada.

Les attentes en matière de croissance de l'IR se modèrent

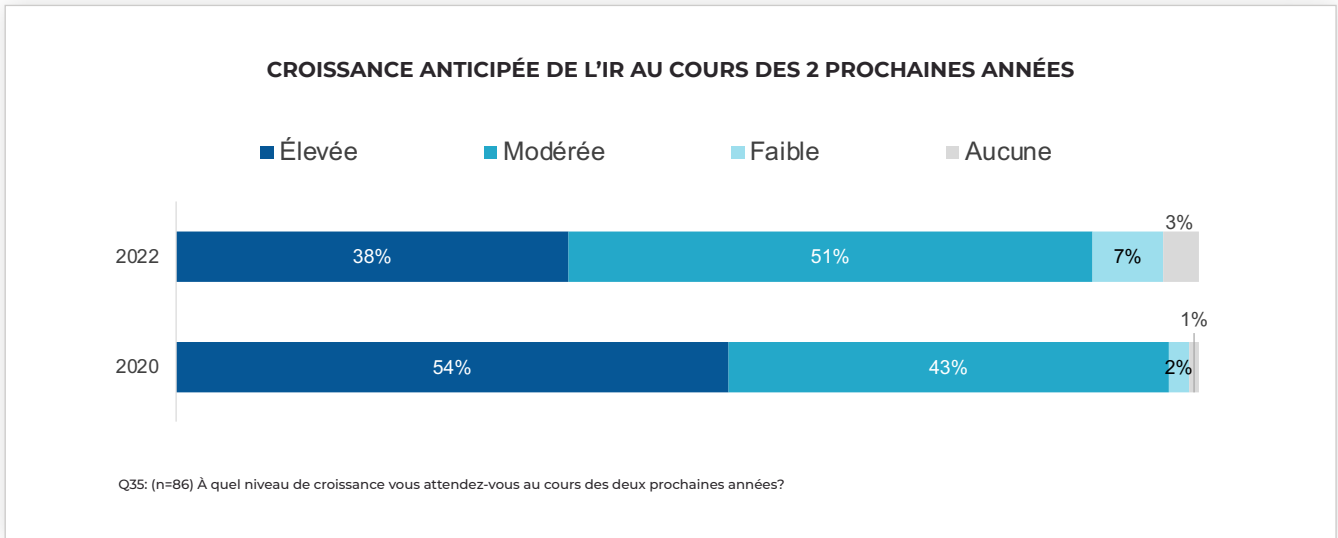
Alors que le secteur de l'IR arrive à maturité, les attentes concernant la croissance future du secteur se modèrent. Nous avons demandé aux répondants au sondage le niveau de croissance de l'IR qu'ils anticipent pour les deux prochaines années. En 2022, la moitié des répondants (51 %) ont déclaré s'attendre à une croissance modérée au cours des deux prochaines années, contrairement à la moitié des répondants (54 %) qui disaient s'attendre à des niveaux de croissance élevés en 2020

(Illustration 17). Le paysage de l'IR est resté stable au cours d'une période volatile marquée par des événements imprévus tels qu'une pandémie mondiale, des tensions géopolitiques croissantes, une polarisation sociale et une vague de rejet de l'ESG aux États-Unis. Comme indiqué précédemment, les répondants ont semblé être conservateurs dans leurs calculs des actifs sous gestion issus de l'IR rapportés dans le sondage de cette année. Nous constatons également une certaine prudence dans la modération des prévisions de croissance des répondants de cette année, par rapport à il y a deux ans.

AT A GLANCE

- Les attentes en matière de croissance de l'IR se modèrent
- La méfiance et les inquiétudes concernant l'écoblanchiment sont les principaux facteurs de dissuasion de la croissance de l'IR; le manque de cadres normalisés arrive en deuxième position
- Le changement climatique est en tête de toutes les autres questions en tant que moteur clé de la croissance de l'IR, suivi par la demande des investisseurs

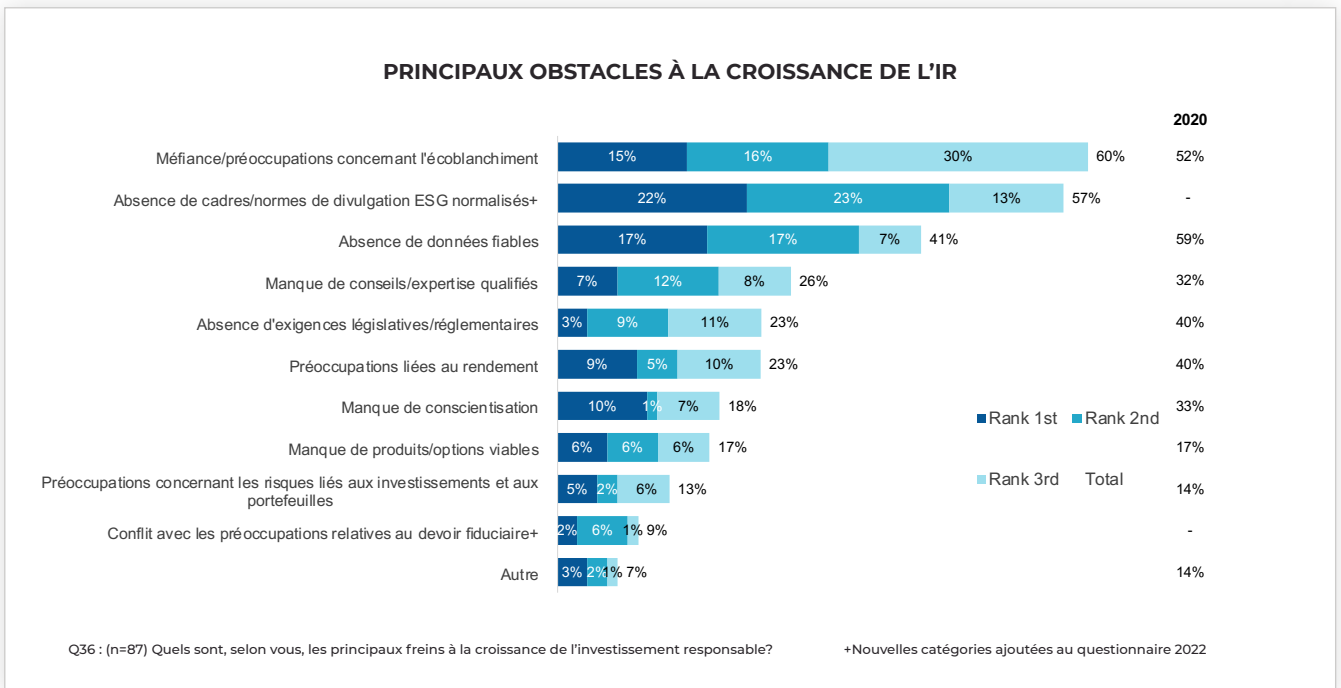
ILLUSTRATION • 17



L'écoblanchiment et le manque de normalisation figurent en tête des préoccupations

La méfiance et les inquiétudes liées à l'écoblanchiment sont passées de la deuxième place en 2020 à la première place en 2022 en tant qu'obstacle le plus important à la croissance de l'IR (Illustration 18). Les réactions politiques aux États-Unis, les incohérences des données ESG et l'absence d'exigences réglementaires ont contribué aux inquiétudes et à la méfiance de certains investisseurs.

ILLUSTRATION • 18



Au Canada, nous avons assisté à des développements récents de la part des régulateurs visant à réduire le potentiel d'écoblanchiment, en particulier en ce qui concerne les divulgations de fonds d'investissement pour les investisseurs particuliers. En janvier 2022, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont publié des lignes directrices sur les informations à fournir par les fonds d'investissement concernant les considérations ESG. Compte tenu de l'intérêt croissant pour l'investissement responsable et du nombre de produits de détail qui sont lancés, l'ACVM ont cherché à réduire le potentiel « d'écoblanchiment », par lequel les divulgations ou le marketing d'un fonds induisent intentionnellement ou par inadvertance les investisseurs en erreur sur les aspects liés à l'ESG du fonds.¹⁹

En outre, au Canada, le Canadian Investment Funds Standard Committee (CIFSC) a publié un cadre d'identification de l'investissement responsable (IR) qui définit six approches non mutuellement exclusives de l'IR dans le but de fournir des éclaircissements aux investisseurs qui souhaitent investir dans des produits avec des stratégies d'investissement responsable.²⁰

L'absence de cadres/normes de divulgation ESG normalisés arrive en deuxième position comme facteur de dissuasion à la croissance, et le manque de données fiables, en troisième position. La consolidation et le renforcement des normes d'information, comme on l'a vu avec la création de l'International Sustainability Standards Board²¹ (ISSB), contribueront à répondre à la demande pour des données de meilleure qualité, plus transparentes, plus fiables et plus comparables. Le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID) est en cours de formation pour assurer la normalisation des informations sur le développement durable au Canada en soutenant l'élaboration et l'adoption des normes IFRS® relatives aux informations sur le développement durable et en tenant compte du contexte canadien pour évaluer leur pertinence.²²

Les préoccupations relatives à la performance en tant qu'obstacle à la croissance sont passées du premier rang des obstacles à la croissance de l'IR en 2018 au quatrième rang en 2020, puis au sixième rang en 2022. En fait, comme indiqué précédemment, l'amélioration des rendements ajustés au risque pour les clients est une priorité absolue pour les personnes interrogées. En quatre ans seulement, nous avons constaté un changement remarquable dans les préoccupations des personnes interrogées au sujet de l'IR, qui sont passées de la performance à l'intégrité, à la normalisation et à la fiabilité – des indications supplémentaires d'un état d'esprit mûr au sujet de l'IR.

19 [«CSA Staff Notice 81-334- ESG-Related Investment Fund Disclosure»](#) Ontario Securities Commission, 19 janvier 2022.

20 [«CIFSC Publishes Responsible Investment Identification Framework»](#) Canadian Investment Funds Standards Committee (CIFSC), 5 juillet 2022. Consulté le 10 novembre 2022.

21 [«IFRS- International Sustainability Standards Board »](#) IFRS Foundation. Consulté le 10 novembre 2022.

22 [«CCNID- Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité»](#) NIFC Canada. Consulté le 10 novembre 2022.

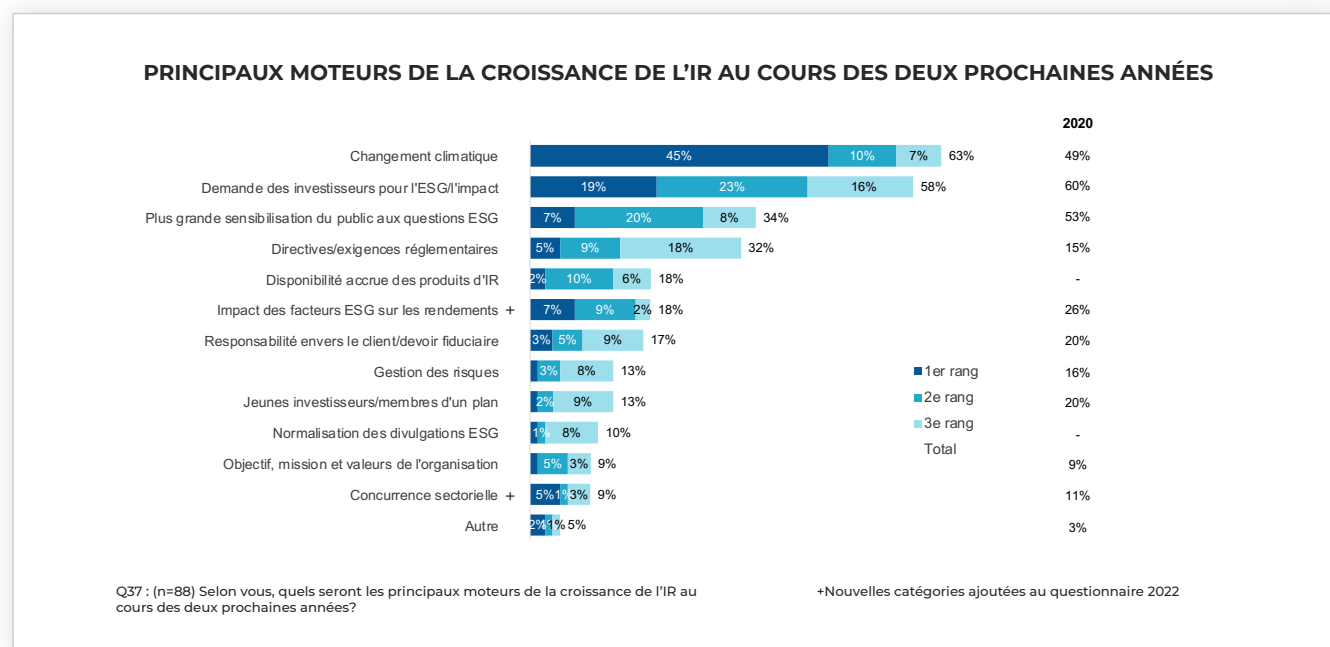
Le changement climatique apparaît comme un moteur clé de la croissance de l'IR

Dans le sondage de cette année, le changement climatique est arrivé en tête des facteurs clés de la croissance de l'IR au cours des deux prochaines années, classé numéro un par 45 % des répondants. Dans l'ensemble, 63 % des répondants ont classé le changement climatique parmi leurs trois principaux facteurs (Illustration 19). En 2020, le changement climatique s'est classé en deuxième position, avec seulement 25 % des répondants qui l'ont cité comme principal facteur de changement, ce qui représente un changement de mentalité important au cours des deux dernières années. L'augmentation des températures mondiales continuera probablement à provoquer des tempêtes, des sécheresses et des inondations plus graves, ainsi qu'une perte de biodiversité. La transition vers des formes d'énergie plus propres présente de nouvelles technologies et de nouvelles opportunités pour les investisseurs. Il n'est pas étonnant que les répondants aient choisi le changement climatique comme principal moteur de la croissance de l'IR.

La demande des investisseurs en matière d'ESG/d'impact est passée de la première place en 2020 à la deuxième en 2022, tandis que la sensibilisation accrue du public aux questions ESG a continué à occuper la troisième place. Une plus grande sensibilisation aux questions ESG, y compris le changement climatique, se traduit par une demande accrue de la part des investisseurs pour des produits et des stratégies qui traitent ou prennent en compte les questions ESG.

Fait à noter, les directives et exigences réglementaires sont passées du sixième rang en 2020 au quatrième rang en 2022. Par le passé, en l'absence de directives ou d'exigences réglementaires pour soutenir les divulgations ESG ou les pratiques d'IR, une grande partie de la croissance de l'IR a été induite par l'industrie. Les répondants sont plus confiants dans le fait que des initiatives telles que le renforcement des exigences en matière de divulgation de la durabilité et la normalisation croissante des données de durabilité seront un moteur important pour l'industrie de l'IR à l'avenir.

ILLUSTRATION • 19



ANNEXE

LISTE DES RÉPONDANTS AU SONDAGE

Nous remercions les organisations suivantes qui ont pris le temps de répondre à notre sondage. Des données supplémentaires ont été collectées à partir de dizaines de rapports annuels, de sites Web et d'autres sources publiques.

1832 / Fonds dynamiques/Gestion mondiale d'actifs Scotia	Desjardins Investments Inc.	Northleaf Capital Partners
ACM Advisors Ltd.	Développement international Desjardins	OMERS
Active Impact Investments	Equality Fund	Investissements Orbis
Addenda Capital	Federated Hermes	Pacifica Partners Inc.
Placements AGF	Fidelity Investments Canada	Pictet Asset Management
AIMCo	Forum Asset Management	Picton Mahoney Asset Management
Alliance Bernstein	Franklin Resources, Inc.	Purpose Investments
AlphaFixe Capital	Genus Capital	Rally Assets
Amundi Canada	Gestion FÉRIQUE	RBC Gestion mondiale d'actifs
ATB Investment Management Inc	Global Alpha Capital Management	RGP Investissements
Aviva Investors	Guardian Capital LP	Russell Investments
Beneva	Hillsdale Investment Management	SLGI Asset Management
Beutel, Goodman & Company	Honeytree Investment Management	Sprucegrove Investment Management Ltd.
BMO Gestion mondiale d'actifs	iA Clarington Investments	STATE STREET GLOBAL ADVISORS
BMO Gestion privée	IG Gestion de patrimoine	T. Rowe Price Associates, Inc.
Gestionnaires d'actifs Bridgehouse	Fondation Inspirit	Gestion de Placements TD
British Columbia Investment Management Corporation	Jarislowsky Fraser	TMA
Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes	Justwealth	Trans-Canada Capital
Capital International Asset Management (Canada), Inc. (Il s'agit du nom de l'entité juridique au Canada pour la marque Capital Group.)	Kindred Credit Union	Triasima Gestion de portefeuille
CC&L Infrastructure	Letko, Brosseau et Associés	University of Toronto Asset Management Corporation (UTAM)
Central 1 Credit Union	Libro Credit Union	University Pension Plan
Gestion d'actifs CIBC	Placements Mackenzie	Value Partners Investments
ClearBridge Investments, LLC	Gestion de placements Manuvie	Vancity
Coast Funds - Coast Conservation Endowment Fund Foundation	Gestion financière MD	Vanguard Investments Canada Inc.
Connor, Clark and Lunn Investment Management	Meridian Credit Union	Waratah Capital Advisors
Crestpoint Real Estate Investments Ltd.	Middlefield Group	WC Kitchen Family Foundation
Deetken Impact	Placements Montrusco Bolton inc	William Blair Investment Management, LLC
Desjardins Gestion internationale d'actifs	Munro Partners	Youth Social Innovation Capital Fund
	Banque Nationale Investissements inc.	
	Placements NEI	
	Ninety One	
	North Growth Management Ltd.	
	Northern Trust Asset Management	